

ASSOCIATION POUR  
**LA RECHERCHE ET LA SAUVEGARDE DE LA VÉRITÉ HISTORIQUE**  
SUR LA RÉSISTANCE EN CREUSE

BULLETIN N° 30

SEPTEMBRE 2003

## SOMMAIRE

<b>Assemblée générale</b>	<b>1</b>
- Rapport d'activité	1
- Rapport financier	1
- Rapport moral	2
- Notre bulletin	3
<b>La Résistance dans les programmes d'histoire</b>	<b>3</b>
- Réflexion	3
- Le Concours de la Résistance et de la Déportation	5
<b>Pages d'histoire : Le Coux un site symbolique</b>	<b>6</b>
- Difficultés et pièges de la recherche historique	9
- La vie au maquis	9
<b>Pour en finir avec le mensonge et la calomnie</b>	<b>11</b>
<b>Opinions et réalités : le STO</b>	<b>13</b>
<b>Les hommes de l'ombre</b>	<b>14</b>
- Ceux qui faisaient leur devoir en faisant leur métier	14
- Les PTT : L'œil et l'oreille de la Résistance	15
- En Creuse	16

## ASSEMBLEE GENERALE DU 21/03/04

Comme chaque année, participation limitée (beaucoup d'excusés) mais présence de nouveaux adhérents ou d'adhérents qui n'avaient encore jamais participé, d'enseignants ou anciens enseignants. Curieusement, le bulletin intéresse manifestement beaucoup comme en témoigne la mini-étude réalisée auprès des adhérents (Voir ci-après) mais les AG ne réunissent que peu de participants. Problème de disponibilité ou complexe face à des discussions trop « académiques » ? La présence de « nouveaux » a justifié un rappel des activités passées en complément d'un ordre du jour déjà très chargé.

### Rapport d'activité

La recherche est désormais seulement ponctuelle, c'est à dire qu'elle vise à compléter, approfondir ou éclairer des acquis, en fonction des besoins de l'écriture. Elle concerne souvent des cotes d'archives prédéterminées et est, aux Archives départementales, assurée par Mme Cerclier. Il reste aussi à explorer quelques versements tardifs.

Les illustrations sont pour l'essentiel acquises mais les documents inédits sont toujours les bienvenus et il reste à solliciter quelques autorisations de reproduction. Les ouvrages généraux ou spécialisés récemment publiés apportent parfois des éclairages complémentaires sur

divers points et facilitent les rapprochements entre le national ou le régional et les spécificités creusoises..

Les problèmes techniques sont bien cernés sinon maîtrisés. Des contacts ont été pris avec des imprimeurs et des diffuseurs car il ne suffit pas de publier ; il faut aussi « organiser la rencontre entre le produit et ses acheteurs potentiels » comme on apprend dans les écoles de commerce. Ce n'est pas évident et comme les possibilités en matière de diffusion sont limitées la concurrence l'est aussi, ce qui renforce les exigences.

Concernant le contenu des ouvrages et spécialement celui du premier tome, certains adhérents s'interrogent sur l'opportunité de « figner », de trop rechercher la précision et « l'excellence » et donneraient volontiers priorité à l'urgence « même si ce n'est pas parfait. » Il est rappelé que l'Histoire, la vraie, ne tolère pas l'approximation et ne se confond pas avec le roman ou même les versions romancées qui acceptent les opinions, les déductions, les interprétations, les jugements en fonction de critères pré-établis. Si le travail entrepris était facile, Alfred Bourdet aurait publié le fruit de sa vingtaine d'années de recherches, Jean Michaud qui alliait compétence et expérience aurait terminé, avant de nous quitter, l'œuvre issue de près de vingt années de recherche collective. Le travail entrepris se veut avant tout, sans prétendre à l'exhaustivité, ouvrage de référence, source d'informations fiables accessibles en fonction de critères multiples : chronologie, index des noms et des lieux, illustrations à partir de documents d'époque, mention rigoureuse des sources, etc.

### Rapport financier

Présenté par le trésorier : Mme S. Cerclier. Le nombre des adhérents est relativement stable, les nouveaux relayant les anciens résistants qui sont désormais minoritaires au sein de l'association. Une gestion très stricte et la générosité de nombreux adhérents fait que les disponibilités accumulées au fil du temps doivent permettre l'édition du premier tome dont les ventes espérées financeront la publication du second.

L'association dispose aussi d'un compte spécial gérant les ventes de l'ouvrage consacré aux actes du colloque de 1996 sur *Le sauvetage des enfants juifs*. Presque tous les exemplaires ont été vendus et le solde devrait servir à la publication d'un nouvel ouvrage, sur le site de Chabannes. Les matériaux nécessaires sont pour une

large part déjà acquis. Il reste à trouver la ou les bonnes volontés indispensables pour terminer le travail.

### **Rapport moral**

Présenté par le Pdt. Très court. Il rappelle les objectifs fixés et le cadre de la mission.

*Bientôt 19 ans qu'ont débuté nos recherches, au sein du Comité d'histoire initial. Bientôt 12 ans que notre association a pris le relais. Beaucoup de travail effectué mais l'objectif n'est que partiellement atteint.*

*Entre temps, nombre de celles et ceux qui s'étaient engagés avec nous sont morts. Tous ont droit à notre reconnaissance pour leur contribution à l'œuvre commune. Il est toutefois des disparitions qui nous ont particulièrement handicapés. Deux noms sont sur toutes lèvres : Georges Dallier et Jean Michaud.*

*Le travail s'est révélé plus important et plus complexe que prévu, il est apparu que la Résistance n'était pas un phénomène en soi mais qu'elle s'inscrivait dans un contexte, qu'il nous fallait étendre nos objectifs, ne pas faire seulement l'histoire de la Résistance mais l'histoire de la Creuse, inclus la Résistance.*

*Le sens de notre mission a lui aussi évolué et s'est précisé. Les acteurs et témoins sont pour la plupart décédés avec leurs souvenirs et leurs visions personnelles, nécessairement fragmentaires, limitées dans l'espace et le temps. Ce sont les générations nouvelles qu'il nous faut informer des réalités de l'époque pour alimenter leurs connaissances et leur réflexion. Nous devons pour ce faire laisser une documentation aussi complète que possible mais facilement exploitable, avec des repères chronologiques, permettant de comprendre l'enchaînement des faits et des repères que je qualifierai de « citoyens » pour saisir les conditions qui ont permis à un pays démocratique attaché à la République de passer en un temps très bref et pratiquement sans réaction, sous un régime autoritaire, de type dictatorial, excluant la démocratie et la République ; ce qui nous conduit à nous pencher sur les comportements des individus, leurs motivations ou absence de motivations, sur l'évolution progressive des attitudes et les conséquences qui en découlent, à faire ou tenter de faire de l'histoire dans le respect de la rigueur et de l'éthique qu'impose la discipline.*

*L'important n'est pas seulement de savoir qui a participé à telle embuscade ou tel sabotage, tel jour, en tel lieu mais aussi d'en connaître la justification et le résultat (dans le contexte général de la lutte pour la libération), éventuellement le coût. Plus globalement, quelle fut la contribution de la Creuse, sous quelle forme avec quelles spécificités ?*

*Les jeunes – il suffit de consulter leurs manuels d'histoire pour s'en persuader – ne peuvent avoir qu'une vision décalée, quelque peu synthétique et*

*nécessairement limitée. A nous de les aider à dégager les grands axes de leur réflexion. Par exemple :*

*La Résistance est le fruit de l'occupation et de Vichy, l'une et l'autre nées de la défaite, laquelle trouve ses sources dans les errements de l'entre deux guerres. Il n'y a pas d'effet sans cause et de causes sans responsabilités.*

*L'effondrement de 1940 a été total. Les responsables politiques, les cadres de l'administratif et du judiciaire ont été incapables de réagir, se sont au mieux soumis, au pire disqualifiés. Les hommes de la Résistance ont été, hors exceptions, des hommes nouveaux, des inconnus, souvent des jeunes. Mais, très vite, après la libération, ceux qui avaient failli se sont retrouvés aux postes de commande. Pétain a même été jugé sous l'autorité de ceux qui l'avaient servi et lui avaient prêté serment de fidélité.*

*La libération est le fruit de la défaite militaire de l'Allemagne. Quelle part la France a pris à la victoire et dans la part nationale quelle est la part de la Creuse ?*

*Telles sont quelques-unes des questions auxquelles il nous faut apporter, sinon des réponses, au moins un éclairage, des éléments objectifs d'appréciation.*

Les trois rapports ont été adoptés à l'unanimité.

### **Renouvellement des instances dirigeantes**

A défaut de candidature nouvelle, le conseil d'administration et le bureau sont reconduits.

### **Perspectives**

Elles seront ce que les bonnes volontés les feront, dans la limite de leurs possibilités. L'association a plus que jamais besoin d'actifs. Les conseils sont utiles, les critiques aussi, le travail plus encore.

### **Ouvrages :**

L'essentiel a été dit :

- Terminer la rédaction du Tome 1.
  - Assurer ou faire assurer la diffusion du premier volume.
  - Préparer le suivant.
- Simple. Y a plus qu'à !

### **CD ROM**

- La solution des problèmes techniques a été trouvée mais la rédaction des textes a pris du retard.
- Les « feuilles de route » pour les rédacteurs ont été ou vont être distribuées.
- Une nouvelle série suivra.

### **Divers**

- L'association s'associera à toute initiative marquant le 60<sup>ème</sup> anniversaire de la Libération.
- Elle a des propositions à faire pour la mise en œuvre et la pérennisation des matériaux existants.

## NOTRE BULLETIN

Pour mémoire, les 30 livraisons assurées à ce jour, représentent 470 pages au format A4, textes sur deux colonnes en corps 10 (les tout premiers numéros ont utilisé des polices différentes mais avec des caractères plus étroits) soit au total plus de deux millions de signes, ce qui correspond à un ouvrage de format classique d'environ 1000 pages (ou deux de 500.) Hors « cuisine » administrative (les comptes rendus d'AG, soit un par an) l'ensemble a, pour l'essentiel, été consacré à des informations historiques ou à caractère historique, pour la plupart inédites. L'association n'a pas encore publié (hors ouvrage sur le sauvetage des Juifs) mais elle a informé ses adhérents. Le bulletin impose moins de contraintes que le livre, bien qu'il puise aux mêmes sources. Il n'est pas tenu par la chronologie et l'enchaînement des sujets, ni astreint aux mêmes obligations typographiques. Le style lui-même est plus « souple », plus libre dans sa forme. En d'autres termes il est plus facile de faire un bulletin périodique qu'un ouvrage historique.

Le questionnaire diffusé avec le N° 29, bien que très condensé et donc difficile à remplir, a été accueilli avec beaucoup de bienveillance. Tous les adhérents ou presque l'ont retourné dûment complété, parfois en partie seulement. Un résumé de l'exploitation a été brièvement présenté lors de l'assemblée générale. Ci-après, un compte rendu plus détaillé. Étant rappelé que l'association compte des adhérents de multiples origines : anciens résistants creusois et non-creusois, personnes souvent plus jeunes s'intéressant à l'histoire, inclus des enseignants creusois et non creusois, en activité et retraités.

:

### Les adhérents

- 47 % de Creusois
- 53 % de non creusois
- 53 % d'adhérents anciens résistants (Creusois et non-Creusois)

### Intérêt général du bulletin

- 65 % le jugent **Très intéressant**
- 18 % le jugent **Intéressant**
- 4 % le jugent **Assez intéressant**
- 18 % n'ont pas répondu. (NR)

(Les non-réponses ne signifient pas manque d'intérêt car elles s'accompagnent de renouvellement d'adhésion.)

### Intérêt pour les thèmes et sujets

(Le questionnaire faisait référence à 7 thèmes couvrant 32 sujets. Nous ne donnons ci-après que les grandes tendances)

- Le thème « **Faits de Résistance** » (parachutages, sabotages, embuscades, opérations diverses) vient nettement en tête, les adhérents les plus intéressés étant les plus concernés, c'est à dire les anciens résistants.
- Le thème « **Mises au point** » (bombardements du 19 juin 1940, 7 juin 1944, Combeauvert, marins allemands) arrive en seconde position et intéresse toutes les catégories d'adhérents.
- Le thème « **Résistance en général** » (FFL, FFC, FFI, mouvements, maquis) se place en troisième position, maquis et FFI faisant les meilleurs scores. Là encore on retrouve l'intérêt particulier des anciens résistants.
- Le thème « **Déportation** » (Résistants, politiques, raciaux) vient en quatrième position mais sensiblement en retrait par rapport aux précédents. Moins de personnes concernées ?

D'une manière générale, les adhérents les plus jeunes (non résistants) s'intéressent davantage à l'histoire de la période dans son ensemble que les anciens résistants qui tendent à focaliser sur leur vécu. L'analyse complète du questionnaire apporte un précieux éclairage sur les attentes des uns et des autres.

## LA RESISTANCE DANS LES PROGRAMMES SCOLAIRES

### Ce que doivent savoir et retenir les élèves

Ce thème de discussion avait été introduit, en complément des obligations statutaires de l'AG, car les programmes vont changer. La seconde guerre mondiale ne sera plus étudiée en début de Terminale mais en fin de Première. Simple décalage en fonction du glissement du temps ? Volonté d'évacuer du programme du bac une période dramatique s'il en fut, pour la France, l'Europe et le monde ? Une période qui s'est déroulée il y a seulement soixante ans ! Choix de l'évolution des programmes vers l'ultra contemporain, l'étude de faits politiques qui, à défaut d'un recul suffisant ne sont pas encore tout à fait de l'histoire ?

Les professeurs en activité présents ont donné la justification officielle : le glissement du temps et la volonté de développer l'étude des grands courants ou phénomènes qui ont caractérisé la seconde moitié du XXème siècle, avec toutefois une place particulière réservée au racisme et à la Shoah qui pourtant datent de la première moitié. Le manque de temps n'a malheureusement pas permis au débat de se développer.

### Réflexion à posteriori

L'élaboration des programmes est naturellement chose difficile :

- Parce qu'il y a toujours et en toutes matières l'éternel questionnement sur la vocation de l'école : dispenser une culture générale visant à l'épanouissement de la personne ou des connaissances utiles pour la formation citoyenne et ... professionnelle.
- Parce que tous les élèves n'ont pas les mêmes objectifs. Celui qui veut devenir ingénieur, médecin ou chef d'entreprise, et celui qui veut être professeur d'histoire n'ont pas, hors la note au bac, le même intérêt pour l'approfondissement de diverses matières, étant toutefois rappelé que les programmes sont en principe adaptés aux différentes sections du bac.
- Parce que tous les élèves n'ont pas la même capacité d'assimilation des connaissances (hétérogénéité des classes.) Les manuels d'histoire sont en général prévus pour satisfaire aux besoins de ceux qui ont vocation à l'approfondissement et c'est aux professeurs – ce qui ne doit pas être facile – d'adapter leur enseignement aux capacités des uns et des autres.

Pour l'historien, la 2<sup>ème</sup> guerre mondiale s'inscrit dans « le temps long », en la circonstance dans une période qui va de 1918 aux années 50 et même au-delà car elle se prolonge par ce qu'il est convenu d'appeler « la guerre froide. » Les programmes scolaires témoignent de la fragilité des « visions » successives de l'histoire. Les élèves de l'entre deux guerres qui ont formé les gros bataillons des FFI ont appris la gloire des « poilus », les mérites du traité de Versailles et de ceux qui ont suivi, la puissance de la France victorieuse, de son armée et de son Empire, sa grandeur et son autorité morale dans le monde, toutes vertus qui autorisaient les perspectives

d'une paix universelle garantie par la Société des Nations. Leurs enfants n'ont souvent fait que survoler la période mais leurs petits-enfants trouvent aujourd'hui dans leurs manuels de Terminale une autre « vision » des années vingt avec un chapitre (relativement bref) intitulé « les illusions françaises. » Dans les chapitres suivants consacrés aux années trente, ils étudient successivement « la crise économique mondiale », un peu ses conséquences en France, puis « la montée des totalitarismes » et « la marche à la guerre. » Du rôle de la France dans le contexte européen et mondial, il est bien peu fait état mais quelques phrases significatives caractérisent son effacement : « En France la crise accentue la désagrégation du régime » et « les Français mal remis de la guerre de 1914-1918 professent le pacifisme et se réfugient dans une conception stratégique étroitement défensive. »

Tout ne peut pas être développé (hors travail des professeurs) mais il semble à ceux qui ont vécu cette période et quelque peu étudié l'histoire, que si le premier constat traduit bien une réalité, l'expression « les Français » est dans le second discutable car tous ne se reconnaissent pas dans l'attitude qui leur est prêtée. Il y en eut quand même de lucides. Curieusement, les programmes s'interrogent bien peu sur *La Décadence* (1) de la France, ses causes et ses conséquences, sur le rapport entre « la désagrégation du régime » et les drames ultérieurs, comme si « le régime », était représentatif de la volonté et du comportement de tous les Français, lesquels n'ont certainement ni souhaité, ni cautionné la « désagrégation » et les 48 gouvernements condamnés à l'impuissance qui se sont succédés entre 1918 et 1939. Bon nombre de citoyens n'étaient pas dupes et dès avant la guerre avaient manifesté plus ou moins ouvertement leur rejet. Les défaillances du dit « régime », qualifié de « parlementaire », traduisent les dysfonctionnements de la République et pour l'histoire, l'intérêt de s'attacher aux causes au moins autant qu'aux conséquences.

Celles-ci vont se traduire par la défaite, sanctionnée par l'armistice signé le 25 juin 1940, assorti de l'occupation des trois cinquièmes du territoire métropolitain, puis par le vote du 10 juillet par lequel « le régime », en fait les parlementaires qui composent alors l'Assemblée Nationale, sacrifient, par 569 voix contre 80 et une dizaine d'abstentions, la République dont ils étaient issus, au profit d'un régime dictatorial qui bientôt va les rejeter. Ce sont des hommes qui avaient précédemment fait preuve de lucidité qui vont conduire la Résistance, de Gaulle pour la France et le vieux lion Churchill pour la Grande Bretagne.

Les manuels d'histoire de Terminale accordent bien peu de place à la Résistance. Parce que son rôle militaire au sein de l'immense conflit mondial fut relativement limité ? Parce qu'elle ne concerna qu'un nombre réduit d'acteurs ? (tout est affaire de date et de définition) Parce que le nombre des morts : assassinés comme otages, tués au combat, morts en déportation, etc., est faible par rapport aux pertes consenties par d'autres pays ? On peut d'autant plus s'interroger sur cette réserve que la littérature, le cinéma et même l'histoire, inclus l'histoire

universitaire, lui en ont accordé beaucoup. Tout est, semble-t-il, affaire d'approche, en fait de prise en considération de ce que la Résistance a apporté (hors délires résistancialistes) au moins sur trois points :

- Concernant sa contribution militaire, son rôle non négligeable fut apprécié au moment des débarquements.
- Concernant sa contribution morale et politique, la présence de la France, comme l'avait souhaité le général de Gaulle dès le 22 juin 1940, à la victoire finale, aux côtés des Alliés.
- Concernant son rôle au sein de la nation, le rejet de l'occupation et du régime de Vichy mais aussi et peut-être surtout l'émergence d'hommes nouveaux qui pouvait laisser espérer une renaissance non seulement de la République mais aussi un régime démocratique débarrassé des tares de l'ancien. Il n'en fut hélas rien et là encore il faudrait que les futurs citoyens soient appelés à réfléchir sur les conditions du retour à une situation proche de celle qui avait conduit le pays au désastre.

A l'intérieur, la IV<sup>ème</sup> République qui remplaça la défunte III<sup>ème</sup> lui ressemblait comme une sœur, connut la même instabilité (27 gouvernements en 13 ans, entre 1945 et 1958), une « désagrégation » plus rapide encore.

A l'extérieur, la guerre « froide » succéda à la guerre « chaude » et le nouveau régime fut aussi impuissant à dominer la décolonisation que le précédent l'avait été à dominer les soubresauts de l'Europe entre les deux guerres.

Que doivent retenir les jeunes, citoyens ou futurs citoyens ? Corollairement, quelles questions doivent-ils se poser ? Vers quels types de réflexion l'étude de l'histoire doit-elle les orienter ? De manière très abrupte et peut-être iconoclaste, elles pourraient semble-t-il se focaliser sur 4 thèmes (déjà évoqués dans le rapport moral.)

1 – Pourquoi et comment la France victorieuse en 1918, a-t-elle, vingt ans plus tard, été vaincue en quelques semaines ? Où sont les responsabilités ?

2 – Pourquoi et comment la France a-t-elle pu, en un seul jour, renier la République au profit d'un régime dictatorial, prêt à collaborer avec l'occupant. Où sont les responsabilités ?

3- Pourquoi et comment la Résistance est-elle née, non des élites reconnues comme telles et des notables en place, mais le plus souvent de la France profonde, avec des hommes nouveaux et souvent jeunes, ignorés de la hiérarchie sociale ?

4 – Pourquoi et comment, au lendemain de la libération, ces nouvelles élites ont-elles pu être, pour la plupart, évincées au profit d'hommes récemment promus au sein des partis et d'anciens, absous de leurs défaillances ? Pourquoi ces structures politiques ont-elles pu, malgré les résultats du référendum du 21 octobre 1945 (2) aboutir au retour d'un régime proche du précédent, celui dont la « désagrégation » avait conduit la France à la défaite et à l'occupation ? (3) Où sont les responsabilités ?

Il n'est pas interdit aux adultes de conduire une même réflexion. Les manuels d'histoire de Terminale actuels qui vont devoir être remplacés suite au changement de programmes ne sont pas pour autant obsolètes et peuvent apporter un précieux éclairage. Désormais sans valeur marchande, ils seront offerts dans les ventes de livres anciens à des prix dérisoires. C'est le moment d'en profiter, de rafraîchir les mémoires quelques peu altérées par le temps et d'éclairer les consciences citoyennes aux lumières de l'histoire.

(1) *Titre d'un ouvrage de l'historien Duroselle portant sur la période précédant la guerre. Le suivant, qui traite de la période de Vichy, est intitulé « L'abîme. »*

(2) *Ce référendum comportait deux questions auxquelles les Français répondirent Oui à une très forte majorité (96 % à la première et 66 % à la seconde. « Répondre Oui à la première impliquait que l'on ne souhaitait pas le retour à la 3<sup>ème</sup> République. Répondre Oui à la seconde signifiait que, comme de Gaulle, on ne souhaitait pas revenir au régime d'assemblée... » (Appréciation relevée dans un manuel de Terminale : Bréal)*

(3) *La nouvelle constitution (de la 4<sup>ème</sup> République) ne fut acceptée le 13 octobre 1946 (après rejet d'une première mouture) que par 53 % de l'électorat dont un tiers s'était abstenu. Le manuel précédemment cité note «davantage par lassitude et résignation, pour en finir avec le provisoire, que par adhésion raisonnée » tandis qu'un autre manuel (Istra) met en relief cette appréciation d'André Siegfried : « La III<sup>e</sup> s'est subrepticement ré-insinuée dans la IV<sup>e</sup>... »*

#### CONCOURS DE LA RESISTANCE ET DE LA DEPORTATION

Nous avons évoqué (N° 29) le recul du nombre des participants en Creuse en 2003. Il en va de même au plan national (1) : 38 700 élèves de 592 lycées (sur 4 250 soit 14 %) et 1 592 collèges (sur 6 750 soit 23,6 %). Rapporté au nombre d'élèves concernés les taux de participation sont encore plus faibles. Dans notre département, 50 % des collèges ont participé en 2003 mais ils étaient 80 % il y a quelques années encore. Les optimistes pensent que l'étude de la seconde guerre mondiale en fin de première peut favoriser la participation (les élèves de Terminales songent d'abord au bac) mais c'est oublier que le concours se situe en mars, avant que le sujet soit étudié. Faut-il reculer la date du concours ? Ce recul n'altérera-t-il pas la participation des élèves de 3<sup>ème</sup> des collèges qui préparent le brevet ?

En tout état de cause, le concours sera ce que les professeurs le feront, étant précisé qu'ils doivent prioritairement respecter les programmes et que c'est au niveau des programmes que se décident le sens et les missions de l'histoire enseignée aux élèves.

(1) *Sources : Écho de la Résistance pour le nombre des participants. INSEE pour le nombre des établissements.*

**En Creuse, depuis un certain nombre d'années déjà, ce sont des lauréats du Concours de la Résistance et de la Déportation qui lisent, devant les monuments, les textes originaux du général de Gaulle (Appel du 18 juin 1940 et Message à la nation du 8 mai 1945) et ceux rappelant des faits, souvent dramatiques, lors des principales cérémonies commémoratives.**



Rallye de la Résistance. Rappel du massacre de Combeauvert le 9 juin 44



Lecture de l'Appel du général de Gaulle le 18 juin 1940



16 juillet. Cérémonie commémorative des persécutions racistes et antisémites. Rappel des faits, en général et en Creuse



25 août. Commémoration de la libération de la Creuse

## PAGES D'HISTOIRE

### LE COUX : UN SITE SYMBOLIQUE

Le 25 août, a été inaugurée ; sur l'initiative de l'Union Départementale des Combattants Volontaires de la Résistance, une plaque-souvenir rappelant que ce petit village de la commune de Lépinas associa, au début de 1944, des jeunes du secteur à des réfractaires au STO et des proscrits hébergés dans les villages pour former la 1<sup>ère</sup> compagnie des Corps francs de la Libération. (CFL) Le Coux accueillit aussi, le 1<sup>er</sup> état-major CFL de la Creuse. Le site est symbolique tout à la fois par les origines de la formation, le rôle de l'École et de son institutrice, la présence toute proche d'un maquis FTP et les bonnes relations de fraternité combattante. Ci-après l'essentiel de l'allocution du Pdt des CVR.

*Il y a 60 ans, la commune de Lépinas, qui comptait alors près de 600 habitants, vivait une existence presque tranquille, avec sa municipalité élue et son maire que Vichy n'avait pas jugé opportun de remplacer par une délégation spéciale nommée, ses distributions périodiques de tickets : d'alimentation, de tabac, de vêtements, etc., mais aussi ses réquisitions et autres contraintes de l'époque. Sa population, composée pour l'essentiel d'agriculteurs vivait en quasi-autoconsommation et ne souffrait pas trop de la faim. Nombre de familles étaient affectées par l'absence des prisonniers mais, de par leur profession agricole, les jeunes avaient échappé au Service du Travail Obligatoire en Allemagne. J'ai dit « presque tranquille » car il y avait déjà un petit noyau de Résistance à Rissat. C'était une Résistance émanant du parti communiste, dont les éléments militarisés étaient les FTP.*

*En cet d'été de 1943, la Résistance en Creuse était encore relativement embryonnaire mais des maquis, composés le plus souvent de « réfractaires » au STO, s'étaient déjà formés en plusieurs points du département. Le plus important avait été attaqué, dans la région de La Souterraine, le 19 août, par les forces de répression de Vichy. Le 7 septembre, un autre petit maquis, implanté près d'ici, dans le bois du Thouraud, sur la commune de Maisonnisses, était anéanti par les Allemands. Les temps étaient difficiles mais de nombreux jeunes, inclus ceux de la commune de Lépinas qui hésitaient à rejoindre Rissat avaient eux aussi le désir de « faire quelque chose. » Encore fallait-il trouver un « contact. »*

*Il vint de la petite école de Lavaud, désormais fermée comme la plupart des écoles de hameaux, une de ces petites écoles à classe unique où les enfants de 5 à 12 ans apprenaient à lire, écrire, compter et préparaient le Certificat d'Etudes. L'institutrice, Suzanne Boiron, était jeune, sympathique, fille de paysans creusois donc non dépaycée en ce milieu rural dont la quasi-totalité des enfants étaient issus de familles d'agriculteurs. Avec, en complément, le respect que les populations creusaises d'alors accordaient à leurs maîtres d'école, porteurs et dispensateurs de savoir. Elle aussi était d'esprit résistant, voire déjà engagée dans des actions de Résistance et, par relations professionnelles elle avait,*



Suzanne Boiron

*avant la rentrée de 1943, fait la connaissance d'Albert Fossey qui, sous le pseudo de François, n'était encore que le chef des Groupes Francs des Mouvements Unis de Résistance, dont l'organisation militaire : l'Armée Secrète, était en phase d'organisation.*

*François, qui s'intéressait aux jeunes de bonne volonté, vint à Lavaud, rencontra les volontaires, les conseilla et leur suggéra de se doter d'un responsable. Ce fut Eugène Montalescot du Coux, familièrement appelé Zézette, l'école demeurant le point de ralliement.*

Eugène Montalescot



Ils reçurent un peu plus tard la visite du chef du service maquis pour la Creuse, Marcel Fleiser, lequel fut arrêté début décembre puis déporté. C'est François qui fut désigné pour lui succéder. Le nouveau « chef maquis » n'avait alors que bien peu de moyens car l'année 1943 avait été particulièrement douloureuse pour les responsables régionaux, arrêtés, parfois fusillés au Mont Valérien, parfois déportés, parfois morts en avalant leur pastille de cyanure. François dirigea très vite vers Lavaud divers réfractaires ou proscrits qui arrivent par les circuits les plus imprévus : le Commissaire de police de Guéret Claus dans le cas du Tarnais René Roudet, ici présent, le Commissaire aux RG Castaing, dans le cas du hollandais Walter Son, les hasards d'une relation pour le prisonnier Léon Perche, natif de la Loire, qui avait omis de rejoindre son stalag. Le médecin juif polonais Zameck était arrivé un peu plus tôt. Ils sont hébergés dans des fermes accueillantes et s'intègrent au groupe Zézette.

Tout se précipite fin janvier 1944 avec l'arrivée en Creuse du Délégué Militaire Régional « Ellipse » en charge de la Région 5. Il a été précédé par un nouveau responsable des opérations aériennes et suivi de peu par deux officiers instructeurs et deux radios. Le 8 février, un premier parachutage d'armement est reçu près de Bourgneuf. D'autres suivront en mars et avril. Quelques armes et des explosifs sont affectés au groupe Zézette pour l'instruction qui se déroule au Coux, chacun rejoignant ensuite son lieu d'hébergement. Le groupe s'étoffe petit à petit et compte une vingtaine de jeunes à la mi-avril. François décide de les rassembler au Coux, dans les dépendances de l'accueillante maison de la famille Montalescot, laquelle va bientôt être appelée à héberger d'autres arrivants : François lui-même, devenu chef des Corps Francs de la Libération (CFL), son frère Jojo et ceux qui, fin avril, ont dû évacuer dans l'urgence le Pont à la Dauge. Beaucoup n'étaient pas Creusois. Certains étaient arrivés par la voie des airs, tels l'officier instructeur « Sécateur » en charge de la formation des saboteurs, baptisé « Petit René », de son vrai nom Georges Vaudin, dernier officier FFL vivant en Creuse, ici présent, l'officier radio Parthe, baptisé le Négus, de son vrai nom Lebreton, l'officier armement Trident, baptisé « Père René », pour le distinguer de son jeune camarade. D'autres étaient, plus prosaïquement venus par voie terrestre, tel Gérard 2, de son vrai nom Robert Grand, ici présent, responsable pour la Creuse du COPA, (le service des parachutages) officier FFC c'est à dire relevant directement de Londres via son chef direct Baron, alias Gérard 1, lequel avait été parachuté, et d'autres clandestins, souvent aussi non-creusois, que les circonstances et l'intérêt très particulier que leur portait les gens de Vichy et leurs maîtres allemands privaient d'existence légale, tel celui que nous appelions familièrement « l'Amiral » mais qui était en fait un aviateur, le colonel Ledot, tel « Le Petit Jacques » de son vrai nom Jacques Teillot, un briviste qui avait rejoint la Creuse après l'arrestation de son Chef, Gontran Royer alias « Pierrette » responsable régional du Service Maquis, arrêté en décembre 1943 et déporté, ou encore un nouvel arrivant en Creuse qui arborait un bel uniforme anglais, le fameux battle dress, petite moustache rousse,

très british d'allure mais français d'origine lorraine, prénommé Marcel, de son vrai nom Camus, venant on ne sait par quel parcours, de l'état-major national maquis dont un certain nombre de responsables avaient été arrêtés. L'intendance était assurée par Germaine et Paul Chabert, assistés du local « Grand Fernand . » (Dubreuil) Des non-sédentaires y trouvaient plus ou moins souvent asile comme « l'Intendant » en charge du ravitaillement, de son vrai nom Pauly, et quelques autres.

Tous ces « chefs » et responsables (il n'y avait pas encore de grades) s'entassaient dans la maison qui n'était pas aussi pimpante qu'aujourd'hui. Le grenier servait de dortoir, en fait des matelas ou paillasses alignés côte à côte sur le sol, ce qui obligeait les retardataires à enjamber leurs camarades pour gagner leur place. La salle commune du rez de chaussée servait tout à la fois de bureau et de salle de réunion à François, de cuisine pour tous et de salle à manger aux heures de repas. On se serrait un peu plus les jours de visite de personnages importants tels le DMR « Ellipse », alias Chasseigne de son vrai nom Eugène Déchelette, et-ou le Régional CFL Charliou, de son vrai nom Henri Chas, parfois assisté de son frère, Plantin.

Il me faut encore évoquer, pour l'anecdote, un autre personnage qui accéda à la notoriété par le biais d'un de ces mystérieux « messages personnels » que diffusait chaque jour la BBC. Alors qu'il rôdait dans les bois alentour, à la recherche de sa pitance quotidienne, arriva certain jour au Coux, dûment encadré, un « suspect », d'évidence quelque peu simplet, qui déclara se prénommer Arthur et être clochard de son état. Il n'était manifestement pas dangereux, mais il pouvait bavarder si on relâchait. François décida donc de le garder. Après un sérieux décrassage, doté de hardes propres, il fut affecté au service de Madame Chabert avec mission d'approvisionner en bois la cuisinière, fonction dont il s'acquitta loyalement malgré son évidente répulsion pour tout travail, en contrepartie d'une nourriture correcte et d'un peu de tabac. Il devint un fidèle maquisard, suivit la compagnie dans toutes ses pérégrinations, fut ultérieurement doté d'un treillis militaire et même promu caporal d'honneur, échappa à tous les dangers, fut après la libération attaché au service de la famille de François, toujours en charge de l'approvisionnement en bois de la cuisinière, mais, le printemps venu, il reprit la route, peut-être pressé de raconter à ses camarades clochards, ses glorieuses aventures dans la Résistance creusoise. La notoriété dont il n'eut jamais connaissance fut le message « Arthur scie du bois » qui devait annoncer un parachutage comme l'avaient fait auparavant « L'amiral n'aime pas la flotte » ou « Le Négus fut en exil. »

Au Coux, on passa très vite de l'entraînement initial à l'action. C'est dans la maison abritant le PC que fut préparé le sabotage du viaduc de Busseau et dans la salle commune que fut « pétri » le plastic nécessaire (une quarantaine de kilos), sous le regard inquiet de Madame Chabert, malgré les efforts du Petit René pour la rassurer ; il n'hésitait pas à en sacrifier quelques petits morceaux



dans le foyer de la cuisinière pour bien lui montrer que ce n'était pas dangereux. L'opération, de type stratégique, avait pour objectif de mettre hors d'usage, sans le détruire, l'ouvrage qui assurait le passage au-dessus de la Creuse des trains de la ligne Bordeaux-Lyon, alors très utilisée par les occupants. Ce fut fait le 30 avril. D'autres actions de moindre envergure : sabotages, coups de mains, etc., furent aussi réalisés à partir du Coux. Citons, pour l'exemple, les trois actions qui furent conduites une même matinée de mai dans Guéret : « récupération » d'habillements militaires dans une blanchisserie, « attribution, » non prévue par les services concernés, situés place Bonnyaud, face à l'hôtel Saint François, entrée dûment surveillée par un policier, de permis de circulation vierges et cachets de validation, « emprunt » auprès de la Banque de France d'une « avance. » C'est aussi courant mai que fut conduite, par Jojo et Gérard, une nouvelle action contre le viaduc de Busseau dont les Allemands avaient fait entreprendre la réparation : un train préalablement arrêté et vidé de ses voyageurs fut lancé sur le chantier.

Le groupe logé dans les granges et dépendances, continua de s'étoffer en fonction des arrivées d'isolés ou de petits noyaux. A la mi-mai, le Coux accueillit aussi le groupe déjà armé et organisé de Saint Laurent, dirigé par Jean Michaud. L'ensemble, une soixantaine de combattants, constitua au fil du temps, la 1<sup>ère</sup> Cie CFL aux ordres de Marcel.

A Lavaud, qui était toujours le point de ralliement, l'école laïque et son institutrice étaient appréciées de tous, des enfants mais aussi des parents, hors toute considération politique ou confessionnelle. Elle était perçue comme un foyer de résistance, même de ses élèves, spécialement les plus grands, qui se passionnaient au moins autant pour les activités clandestines de la maîtresse (et souvent de leurs parents) que pour les cours de français et de calcul qu'elle leur dispensait. Chacun sait que les enfants n'ignorent en général rien de ce qu'on souhaite leur cacher, en la circonstance de la nature des colis entreposés à l'école et des activités des visiteurs. Ils avaient une conscience très élevée de leur devoir citoyen et s'étaient attribué la mission de protéger leur maîtresse d'école, avec leurs astuces et leurs moyens, au cas où on voudrait l'arrêter.

Lavaud, Rissat, Le Coux, ces trois sites, quoiqu'il en ait été dit et écrit ultérieurement, peuvent être cités comme exemple de fraternité résistante. A Rissat on était communiste mais on accueillait très cordialement l'institutrice qui n'avait pas d'engagement politique. Le responsable FTP initial, Adolphe, juif d'origine allemande qui avait quitté son pays après l'arrivée au pouvoir de Hitler, ancien des brigades internationales, qui connaissait bien François, avait aussi ses entrées à l'école (il souhaitait venir, de Strasbourg, mais il est retenu par des problèmes de santé); Eugène France, responsable politique qui, lui aussi, connaissait bien François et Suzanne Boiron avait passé à l'école de Lavaud sa première nuit de clandestin lorsqu'il dut quitter son domicile (ultérieurement il reçut de François, pour les FTP, une part significative de

l'emprunt fait à la Banque de France ; Armand Carrard jeune et valeureux chef FTP qui avait dû quitter le secteur de La Souterraine et relayer Adolphe à Rissat où les effectifs s'étaient aussi beaucoup accrus était fort bien accueilli au Coux et n'hésitait pas à solliciter quelques conseils du spécialiste parachuté « Sécateur », voire à assister à une de ses démonstrations en réel. On se fréquentait régulièrement entre Le Coux et Rissat, entre CFL et FTP, en toute sympathie, ce qui n'exclut pas qu'il y ait eu parfois des réserves de la part de ceux qui privilégiaient le « politique. » La cordialité entre combattants était bien réelle et lorsque le nouveau régional Martin fut arrêté à Guéret avec deux camarades, Le Coux se mobilisa pour tenter de les délivrer, comme Rissat avait voulu se mobiliser un peu plus tôt pour se porter au secours de deux gars du Coux, arrêtés mais rapidement relâchés.

Le Coux dut être évacué dans la nuit du 31 mai pour Bellesauve sur la commune de Janaillat. Le 5 juin au soir passaient à la BBC les messages de mise en œuvre immédiate des « Plans », concomitante du débarquement. Dans la nuit du 5 au 6 le groupe « Sabo » entra en action, le 6 au matin un petit détachement de la 1<sup>ère</sup> Cie CFL réussissait sa première embuscade ; le lendemain elle était à Guéret et participait aux combats qui aboutirent à la reddition de la garnison allemande. Le 9 au matin elle évacuait Guéret et le 11 Bellesauve, pour se retrouver quelques jours plus tard à Cosnat où elle intégra de nouveaux volontaires. Le groupe « Sabo », désormais autonome s'installait à la Forêt Belleville d'où il mena de très nombreuses opérations, tandis que d'autres éléments participaient à diverses embuscades. Elle était, fin juin, intégrée au 1<sup>er</sup> Bm confié à Marcel



Marcel Camus

Camus et passait sous l'autorité de Robert Undriener, lui aussi ancien du Coux. Attaquée dans la nuit du 16 au 17 juillet, par un élément du groupement Jesser, elle se réorganisa et participait à nouveau à des opérations de harcèlement, jusqu'à la Libération définitive de la Creuse. Ultérieurement, de nombreux anciens du Coux qui avaient signé un engagement volontaire dans la nouvelle armée française, combattirent sur le front de l'Atlantique.



*De cette époque, douloureuse mais exaltante, il ne reste aujourd'hui que bien peu de survivants. J'aurais voulu évoquer les noms de tous ceux qui tombèrent au combat ou périrent dans les camps de concentration mais je crains une ou des omissions, surtout parmi les non-creusois dont le nom véritable n'était pas toujours connu. Je préfère les saluer tous ensemble, quelle que fut la formation à laquelle ils avaient appartenu.*

*Madame le Maire, Le Coux occupe une place particulière dans le cœur et la mémoire des derniers survivants. La présence de quelques-uns en ce jour, parfois après un très long voyage, en est la preuve. La plaque que vous avez dévoilée avec nous en témoignera pour les nouvelles générations.*

#### **DIFFICULTES ET PIEGES DE LA RECHERCHE HISTORIQUE**

Le texte ci-dessus, qui traite pour l'essentiel de la formation d'une unité et de la présence sur le même lieu de l'EM CFL durant une période relativement courte (à peine plus d'un mois) s'alimente à des sources multiples :

- *Un texte très précis de Jean Michaud (ci-après) écrit au lendemain de la Libération, de fraîche mémoire et sans doute après consultation de divers acteurs, paru dans L'Emboscade. Il traite surtout de la seconde quinzaine de mai.*
- *Un document de François ayant servi à l'élaboration de l'ordre de bataille (1951).*
- *Une série de témoignages individuels recueillis en 1984-1985 sous forme de fiches de renseignements, parfois très complètes.*
- *La transcription d'un enregistrement de réunion de groupe (1986) associant une dizaine d'acteurs,*
- *Des PV de Gendarmerie (issus des Archives de l'arme centralisées au Blanc) relatant divers faits ou actions qui se sont déroulés dans le secteur. (Transcription Jean Michaud)*
- *Témoignages issus de la mémoire d'acteurs survivants, recueillis ou complétés plus récemment.*
- *Documents divers de l'association.*

Il est assez rare de disposer d'autant de matériaux sur un sujet aussi bien cerné. Et pourtant ! Déjà, le compte rendu de la réunion de groupe fait apparaître des divergences d'appréciations sur tel ou tel fait et au moins une erreur de date. Celle-ci (parachutage) admise par les participants à la réunion est manifestement erronée car les dits témoins et acteurs ne pouvaient pas être sur les lieux où ils se situent à la date mentionnée. Cette erreur n'avait pas été relevée lors de la réunion alors qu'elle devient évidente lors du croisement des sources.

Ce simple exemple souligne la fragilité des mémoires et les difficultés rencontrées, même pour reconstituer des faits souvent considérés comme connus et s'étalant sur une courte période. Le texte établi en fonction de matériaux en la circonstance nombreux et dûment recoupés, est sans doute très proche de la réalité même s'il ne relate que l'essentiel mais il n'en sera pas moins discuté parce que chacun des acteurs survivants a sa version personnelle, unique et incontestable, sa hiérarchie propre de l'importance des faits ou du rôle des uns et des autres. La recherche historique est une chose bien difficile et conduit - ou devrait conduire - à un constant devoir d'humilité.

#### **LA VIE AU MAQUIS**

##### **Le Coux. 2<sup>ème</sup> quinzaine de mai 1944**

Ci-après, la première partie d'un texte de Jean Michaud publié en septembre-octobre 1944, dans *L'Emboscade*. Il relate l'arrivée au Coux, à la mi-mai, du groupe « de Saint Laurent », son installation au Coux et les débuts de l'organisation de la 1<sup>ère</sup> Cie CFL. (nous avons conservé les inter-titres)

##### **L'installation**

*En deux colonnes, vingt hommes, l'arme au point (1) ont redressé leurs dos courbés sous le poids des sacs à munitions, leurs têtes lourdes d'une nuit sans sommeil passée à cheminer silencieusement sur les routes. Immobiles maintenant, ils attendent que leur chef ait salué l'officier en gabardine et en béret qui vient à eux et les accueille à un premier barrage de sentinelle. Puis, à l'entrée d'un tout petit village, quittant la route étroite et montante par un chemin creux sur leur droite, ils ont découvert sous une rustique et fraîche voûte de branches, trois grandes tables de batteuse sur lesquelles ils ont posé leurs coudes las en attendant le jus réparateur.*

*Dans ce modeste et discret village à demi abandonné et croulant, ils étaient maintenant une quarantaine qui mêlaient leur jeunesse et leurs vies sous cette frémissante aube de mai riche en couleurs et en espoirs. Et c'est ainsi que naquit quinze jours avant le grand débarquement la compagnie Marcel, la 1<sup>ère</sup> Cie CFL, aujourd'hui Cie Robert du bataillon Marcel, celle à qui échut l'honneur de constituer la garde du Colonel François.*

*Ce jour-là, deux groupes principaux déjà armés avaient fusionné, grossis par des éléments divers. L'après-midi tous les volontaires étaient rassemblés et de cette troupe mêlée, le chef François créait les groupes de combat de l'armée régulière : quatre d'abord en attendant le cinquième. Puis, avec cette chaleur et cette conviction que nous lui connaissions tous, il leur disait ce qu'il attendait d'eux : obéissance, discipline et courage. Jusque là, ils avaient vécu en isolés, dans les fermes familiales ou amies, protégés, et ils devaient se pénétrer de cette idée, par la silencieuse activité de la Résistance. Le jour était maintenant venu de se garder eux-mêmes, les armes à la main, de mériter leur libération et de préparer celle des captifs innombrables mourant ou souffrant dans les prisons ou les stalags de l'ennemi. (2)*

##### **Le 1<sup>er</sup> cantonnement**

*Et la vie du maquis commença avec des allures militaires mais sans rigueur ni distance. Car Le Coux, c'est toute une épopée dont on ne se souvient pas sans mélancolie. Dans ce cadre paisible de prairies et de bois régnait le plus bel esprit de fraternité qu'on ait vu, le vrai, l'unique esprit maquis, dédaigneux des protocoles comme des froides et hypocrites conventions mondaines. Le Coux, c'est ce petit village marchois bâti sur un plateau à quelques 500 mètres de Lavaud de Lépinas, dont une maison fut l'âme de la Résistance creusoise et dont les granges à demi ruinées abritèrent sous leur chaume et leurs tuiles tutélaires les premiers groupes de la première compagnie. Le Coux, c'est ce village dont il ne suffisait pas de consulter les poteaux indicateurs tout au long des routes pour y accéder car Le Coux était discret, clandestin comme ses hôtes et même lorsqu'on en passait bien près, il évitait parfois de montrer sa route ondoyante et petite qui s'en allait rejoindre la grande en se glissant au pied d'un talus sous le couvert des frondaisons complices. Ne l'empruntaient que les initiés, relativement peu nombreux (en ces temps-là le colonel François n'avait pas besoin de bulletins d'audience) qui accédaient au PC. Et toutefois il fallait montrer patte blanche.*

##### **Vie de château**

*Sitôt constituée d'une façon organique, la compagnie encore section du lieutenant Marcel, se préoccupe doublement de son installation*

matérielle et de son instruction militaire. Manquant d'armes, elle s'attache d'abord à l'aménagement du cantonnement sous la haute et sonore direction de l'adjudant P., premier membre de la CHR. Les granges abandonnées, nettoyées avec soin prennent l'aspect coquet de dortoirs de pensionnat. Une vieille maison croulante, consolidée par des étais servit de bureau et de dortoir au commandant de compagnie et à son adjoint. Le jour, elle était régentée par le sergent-chef comptable R., qui veillait avec un soin jaloux sur la huche aux cigarettes. Il tenait un compte scrupuleux des entrées et des sorties, alors nombreuses, groupait soigneusement par rouleaux de 20, entourées d'une ficelle, les cigarettes éparées et savait judicieusement répartir ces paquets de fortune aux hommes qui rechignaient.

### **Deux cuisiniers-soldats**

C'était une personnalité comme nos trois cuisiniers et leur aide, dispensateurs souvent grognons mais toujours généreux de notre pain quotidien. Le grand maître de cet office où, selon une puissante et vieille habitude de pensionnat ou de caserne, on venait souvent rôder en dehors des heures légales, était L.. Imaginez un petit homme trapu, au visage rond et souriant qui fleurissait parfois aux dires du Commandant M. ; à la bouche une pipe très souvent renversée, vieille habitude, m'expliquait-il de la campagne de 1940, astuce de vieux troupiers qui permettait de fumer tout en évitant le repérage de nuit par l'aviation. A part cela, brave cœur, pénétré de ce constant souci de bien faire sa tâche, toujours affairé, tuant, découpant et cuisant, aussi bon soldat que cuisinier car excellent tireur au FM.

Son second était un vrai dignitaire du cordon bleu : A.L. dit « La Piaule » fut toujours, selon un vieux principe militaire, aussitôt affecté dans sa spécialité. Et c'est à lui qu'échut la responsabilité de transformer la matière alimentaire sans poésie que lui donnait L. en succulents menus régulièrement affichés comme à l'hôtel. Il ne coiffait pas le bonnet blanc des maîtres-queues mais il avait, en guise de tablier, un gigantesque morceau de parachute qui faisait apercevoir, vues de dos, ses longues jambes poilues. Son adjoint J. cultivait l'art de figaro chez un coiffeur bien connu de Guéret avant d'être un cuisinier de maquis. Troisième élément de cette sainte-trinité des cuisines, il avait le souci aigu d'être maître dans son domaine et s'appliquait à faire respecter l'inscription traditionnellement violée « Défense d'entrer. » Lucien, La Piaule et Jean, assistés du brave Cl. assumèrent donc la respectable charge de pourvoir aux nourritures terrestres de la première compagnie. On les aimait, on les respectait, mais là où on aurait voulu les voir au diable, c'est lorsqu'ils venaient réclamer la corvée des peluches. Ah ! ces peluches c'étaient quotidiennement un prétexte à fâcheries.

### **Une journée de la compagnie**

Levée chaque matin à 7 heures, la compagnie s'ébrouait, alignait ses groupes sur le seuil des granges, et sous la conduite d'un jeune instituteur moniteur, commençait la quotidienne demi-heure d'éducation physique. Au pas de course, elle dévalait les chemins creux puis remontait la route en pente, au pas, respirant l'air pur, la lumière blonde des superbes matins de mai. Au terme de ces bienfaitantes évolutions, l'eau fraîche d'un abreuvoir faisait les corps dispos et retrempeait les énergies. Alors les appétits aiguisés savouraient l'arôme du premier jus et dévoraient le casse-croûte. Venait ensuite la mise en ordre du cantonnement qu'inspectait l'adjudant chef P. et que supervisait par fois le lieutenant M.. A 9 heures débutait le cours d'armement professé par l'armurier Robert. Chacun se familiarisait avec les armes, nettoyant et démontant fusils, fusils-mitrailleurs, mitraillettes, pistolets, grenades. Le repas de midi était suivi d'une sieste jusqu'à 2 heures. Alors, tandis que restaient au camp deux groupes de protection, les autres partaient en campagne et, par les chemins, les prairies, les bois et les terres se déployaient en formation de combat. Une critique générale dégageait les enseignements de la manœuvre et l'exercice s'achevait par une baignade bienfaitante dans un étang proche. A 7 heures c'était la relève de la garde, le souper

et enfin, après des conversations calmes sous les châtaigniers, la dernière cigarette fumée avec lenteur, la compagnie s'endormait sous la protection de ses sentinelles.

Rigide en apparence, cet emploi du temps n'était pas un prétexte à la monotonie. Chaque jour avait son caractère, sa frappe particulière. L'intérêt s'éveillait pour un départ, une arrivée ou le passage de camarades FTP qui avaient un camp tout proche.

### **Premiers coups de main (3)**

C'était un beau matin, l'attente anxieuse des explosions démolissant les ponceaux métalliques entre Sainte Feyre et Busseau, puis après cette première certitude de la réussite voilà que renaissait l'inquiétude sur le retour des camarades. Savait-on jamais. En ces temps là, en plus des boches, on trouvait encore des militaires pour croire aux « Terroristes » et pour tirer sur eux. L'heure passait. Enfin l'on voyait la camionnette déboucher en trombe de Lavaud, prendre la route du Coux par un savant virage, disparaître un instant dans la vallée puis s'arrêter devant le PC tandis que se refermait sur elle le cercle pressé et questionneur des hommes. Les saboteurs : Dédé, Léon, Marcel, Jean, Cérino en descendaient, souriants.

Un autre jour, une double (4) et audacieuse expédition dans Guéret donnait la fièvre au camp. Il s'agissait de saisir à la blanchisserie les effets de la Garde afin d'unifier l'habillement disparate des hommes et de « capter » dix millions entre la Banque de France et la Trésorerie. Cette dernière opération (5) devenait indispensable car les fonds commençaient à s'épuiser. La récupération des tenues fut conduite par Jojo et quelques hommes de la compagnie : Francis, Mickey, Eugène et Rase-Motte. Ils rentrèrent très tôt. L'opération avait réussi. Ce fut un grand enthousiasme.

Militairement, le Coux ne connut pas toujours ces heures de joie clandestines. Le dimanche de Pentecôte la compagnie attendait un chargement d'armes. Le parachutage avait eu lieu sans incident et le camion venant de l'Indre devait normalement arriver [au plus tard] au début de l'après-midi mais le temps passait et l'atmosphère devenait lourde. Bientôt la sinistre nouvelle courait. Le camion convoyé par un groupe de la compagnie Louis était, à Saint Sébastien, tombé dans une embuscade tendue par le 1<sup>er</sup> Régiment de France. La bataille s'était engagée, bataille combien inégale entre les mercenaires de Vichy et la poignée d'héroïques « maquis. » Les morts étaient nombreux. Or ces soldats tombés, la compagnie les avait vus la veille, lorsque le samedi matin, ils avaient déjeuné avec elle avant de partir pour l'Indre. Des camarades séparés par les événements s'étaient retrouvés. Ce dimanche de Pentecôte ne fut alors qu'un jour de haine accrue contre les traîtres et une douloureuse journée de deuil. Le lendemain, au cours d'une prise d'armes, la compagnie rendit hommage à ses camarades tombés sous les balles de la trahison.

### **Le porte-déveine**

Les armes étaient tombées aux mains de l'ennemi, mais un nouveau parachutage était annoncé sur un terrain près de Royère. Le 29 mai au soir, le groupe 3 chargé de la protection se tassait dans une camionnette. Il emmenait avec lui le sergent-chef René. René en était à son troisième parachutage raté. Et René manifestait une certaine inquiétude sur le succès du 4<sup>ème</sup>. Effectivement la soirée débutait mal. Après quelques minutes de route, une roue arrière crevait. Toutefois, ce fut sans autre incident que les deux voitures (la traction noire de François montrant la route) traversèrent Pontarion curieux et sympathique, s'engagèrent à peine dans Bourganeuf et filèrent la nuit tombée vers Royère.

La troupe emmenée maintenant par le chef gravissait maintenant, silencieuse sous le clair de lune qui se levait des chemins rocailleux qui la conduisaient au terrain (6) parmi les bruyères et les genévriers. Et là tout étant prêt, elle attendit. Elle attendit longtemps et en vain, sous un

ciel tour à tour clair et pommelé puis voilé. Décidément René n'avait pas de chance. C'était un vrai porte-déveine.

### Déménagement

Le 31 mai au matin, ordre fut donné de se préparer au départ pour une destination inconnue. Informé de l'existence du camp le commandant Brail (7) et ses sbires manifestaient l'intention de l'attaquer avec des contingents de la Milice de Limoges. Tout le matériel fut emballé avec soin et les « containers » inutilisables jetés au fond de puits abandonnés. Le soir, après un dernier souper sous les châtaigniers, la Compagnie (8) disait adieu au Coux et, par une longue marche de nuit, arrivait à son nouveau cantonnement, au village de Bellesauve sur la commune de Janaillat. C'était une époque qui finissait car Bellesauve n'avait pas le caractère d'intimité du Coux....

### La Marseillaise avant le combat

Le 5 juin au soir passèrent les messages ordonnant le déclenchement des opérations de guérilla. (9) La Compagnie fut rassemblée dans la cour d'une ferme. Et c'est alors que le Commandant François l'informa de la nouvelle. Il ne dissimula pas que la lutte serait dure, sanglante et longue : mais il comptait que chacun ferait son devoir et il dit simplement : « maintenant nous allons chanter La Marseillaise. »

C'était au soir tombant. Des nuages de pluie passaient très bas faisaient mourir le jour plus vite.. Tout le village était là. La Marseillaise monta, timidement d'abord, car les voix recherchaient un accent oublié et lointain. Alors par delà les années, l'écho du chant de guerre de l'armée du Rhin revint, roula et s'amplifia par la voix des nouveaux volontaires ; Il disait la joie ardeur de tomber à l'aube prochaine sur la boche surpris, la joie envrante de jeter bas à la nouvelle aurore, l'odieux régime de Vichy. ...

Au matin, tandis que se confirmait officiellement la nouvelle du débarquement, le 1<sup>er</sup> groupe de la 1<sup>ère</sup> section partait pour sa première embuscade. Dans la petite camionnette pilotée par Dédé Darraud, le groupe conduit par le lieutenant Marcel et le sergent Sartout dit « Gritte » s'entassaient fiévreusement... La première compagnie CFL formée au Coux entraînait dans la lutte ouverte pour la libération.

(1) Le groupe de Saint Laurent, jeunes volontaires souvent réfractaires au STO, avaient longtemps attendu un contact qui ne vint, par François, qu'au tout début de 1944. Ils furent partiellement armés en février, affectés à la protection des radios et préparés à quelques petites opérations. Le groupe s'étoffa progressivement.

(2) Ce texte est de septembre-octobre 1944 et Michaud ne pouvait pas alors imaginer les horreurs des camps de concentration et d'extermination.

(3) De la seconde quinzaine de mai. En fait le groupe initial du Coux avait déjà, participé à plusieurs opérations dont le sabotage du viaduc de Busseau, le 30 avril.

(4) En fait, il y en avait une troisième, avec pour objectif la « récupération » de cartes de circulation, sur la place Bonnyaud, accès gardé par un policier, face à l'hôtel Saint François qui abritait la Kommandantur.

(5) Préparée avec le concours d'un agent de la Trésorerie. Réalisée par Gérard et Jacques.

(6) Il s'agit vraisemblablement du terrain « Lazou », situé au-dessus de Jarjaval qui reçut ultérieurement un parachutage. Michaud ne fait pas état du dispositif de signalisation sur le terrain. A cette date le COPA Creuse disposait de moyens de communication : Euréka et S'Phone facilitant le repérage du terrain par les pilotes et permettant de communiquer avec le sol.

(7) Le commandant Brail était le chef de la Milice pour la Creuse. L'information sur ses intentions prouve que les services de renseignements et d'alerte continuaient de fonctionner sur Guéret, malgré la révocation du Préfet et l'entrée en clandestinité des commissaires (Police et RG.) Il est vraisemblable que ce projet s'inscrivait dans le prolongement des événements de Saint Sébastien.

(8) Entre la mi-mai, date d'arrivée du groupe de Saint Laurent au Coux, la compagnie n'avait cessé de s'étoffer et son effectif atteignait, au moment du départ pour Bellesauve le chiffre de 63 combattants.

(9) En fait, la mise en œuvre des Plans : Vert : voies ferrées, Bleu : lignes électriques à haute tension, Violet : câbles téléphoniques souterrains, Tortue : routes et ponts,, Guérilla : embuscades.

## POUR EN FINIR AVEC LE MENSONGE ET LA CALOMNIE

Nous avons à plusieurs reprises, dans ce bulletin, fait justice des allégations concernant ce qu'il est convenu d'appeler « l'affaire des marins allemands » et les origines du « ratissage » du groupement Jesser à la mi-juillet 44. L'an dernier, à Murat puis à Banizette, des mises au point ont été faites documents en mains. Il semble que ce ne soit pas encore suffisant car les versions que l'on ne peut plus seulement qualifier d'erronées mais bien de mensonges et de calomnies refont encore surface lorsque se présente une oreille non avertie. Nous avons donc décidé de présenter dans le présent bulletin quelques reproductions du fameux « document » (ou prétendu tel) sur lequel repose l'imposture (« l'affaire » des marins allemands) et des photocopies des éléments d'information dont disposait l'EM lors de l'attaque du Gpt Jesser.

Pour information, le prétendu « dossier » à l'origine du prétendu « scandale » présenté à Cosnat en 1985 par le prétendu « historien » de la Résistance en Creuse n'est ni un « document » au sens historique du terme ni une révélation, car la version initiale (celle pour partie reproduite ci-après) date d'octobre 1951. Le prétendu auteur ne l'a pas présenté comme un « document » et moins encore comme « son » œuvre, mais seulement comme un texte « à lire quand vous aurez un moment. » Celui qui l'a reçu l'a accueilli comme tel puis parcouru de même sans lui attacher plus d'importance qu'il n'en mérite tant est évident le but poursuivi et, pour qui est quelque peu averti, le caractère mensonger et méprisable de ce qu'il contient.

Le « dossier », plus précisément la première partie remise en 1951, (version dactylographiée) est libre de toute réserve dans la mesure où il appartient juridiquement à celui qui l'a reçu mais, par respect pour le donateur et dans la continuité des règles que nous nous imposons (ou qui nous sont imposées pour certaines archives) nous ne mentionnerons pas de nom. Nous désignerons par X celui à qui est attribué le « dossier » mais qui n'est manifestement pas à l'origine de l'initiative et de sa concrétisation. Nous précisons encore que la version manuscrite exploitée (le fameux cahier vert) n'est pas de l'auteur désigné mais de l'ami qui en a pris une copie manuscrite laquelle devait rester personnelle et confidentielle. Ce qui signifie que le prétendu auteur n'avait pas souhaité la divulgation du prétendu « document » et moins encore en laisser une trace en le confiant, comme il est d'usage, aux Archives. Ajoutons encore qu'en 1951 le photocopieur était à peu près inconnu mais qu'il était largement diffusé au début des années 70, date approximative de la copie manuscrite.

Les reproductions ci-après, au scanner, concernent seulement quelques passages parmi les plus significatifs de la version initiale dactylographiée, en fait d'un double carboné. Comme elles ne sont pas toujours parfaitement lisibles nous en donnons en complément le libellé exact, assorti des précisions et commentaires qu'appelle le texte. Celles concernant le Gpt Jesser proviennent du cahier d'enregistrement des messages reçus à Murat.

## LE « DOSSIER »

### Page 1

Cerclier désigne ses collaborateurs immédiats.  
- Le Capitaine FARO (CHARBONNAUD) est nommé Chef Régional de l'ARMÉE SECRÈTE;

(Cerclier désigne ses collaborateurs immédiats.

- Le capitaine Faro (Charbonnaud) est nommé chef régional de l'Armée Secrète.)

*Observation* : Cerclier, chef départemental, pour la Creuse, des Mouvements Unis de Résistance, ne pouvait pas désigner le chef régional de l'Armée Secrète, en fait un responsable de l'échelon supérieur. Cela reviendrait aujourd'hui à faire nommer le général commandant la région militaire de Limoges par le président du Conseil Général de la Creuse. Il est bien évident que M. X, parfaitement au courant de la hiérarchie militaire de l'époque ne pouvait écrire une telle sottise.

### Page 3

Le plan bleu en ce qui concerne la Creuse est établi et les sabotages pour le "Jour J" sont préparés contre les voies de communications (préparé et envoyé à l'échelon Régional par le Chef ROSE).

(Le plan bleu en ce qui concerne la Creuse est établi et les sabotages pour le « Jour J » sont préparés contre les voies de communication (préparé et envoyé à l'échelon régional par le chef Rose.)

*Observation* : Le plan bleu concernait les lignes électriques haute tension et non les sabotages contre les voies de communications, lesquelles relevaient de plan « vert » pour les voies ferrées et du plan « tortue » pour les routes et les ponts. Là encore M. X était parfaitement au courant et ne pouvait pas faire de telles confusions.

### Page 4

L'Ecole de la Garde installée à GUÉRET nous serait d'un grand secours en cas de débarquement. Le Chef ROSE a demandé déjà à plusieurs reprises à prendre des contacts avec elle en 1944. Le Chef Départemental Politique l'en empêche, estimant que c'est trop dangereux, avec les éléments qu'elle contient. Ce sera une erreur et une perte de temps précieux.

(L'Ecole de la Garde installée à Guéret nous serait d'un grand secours en cas de débarquement. Le chef Rose a demandé déjà, à plusieurs reprises à prendre des contacts avec elle en 1944. Le Chef Départemental Politique l'en empêche, estimant que c'est très dangereux, avec les éléments qu'elle contient. Ce sera une erreur et une perte de temps précieux.)

*Observation* : Des contacts ont été pris très tôt par Castaing et dès le début de février par François. Il en existait aussi avec le Préfet et son Secrétaire général. M. X ignorait d'autant moins ces faits que les précédents paragraphes font mention du rôle du NAP (en fait de Castaing) et de l'attitude favorable du Préfet. Il n'a donc pas pu commettre de telles erreurs.

### Page 15

Rejoignent également le maquis, bien malgré eux, les occupants d'un car venant de BORDEAUX et composant l'équipage d'un V.BOOT allemand, attaqué aux environs de BOURGANEUF et tombé dans nos mains grâce au Capitaine LOUIS

Le Lieutenant, Commandant le V.BOOT est gardé à vue dans le hameau près de MURAT où continue le frère Cie au Lieutenant MARCEL.

Le Lieutenant allemand obtiendra de FOSSEY-"FRANÇOIS", l'autorisation d'écrire à sa base à BORDEAUX.

(Rejoignent également le maquis, bien malgré eux, les occupants d'un car venant de Bordeaux et composant l'équipage d'un V [U] BOOT allemand, tombés dans nos mains grâce au capitaine Louis ... Le lieutenant allemand obtiendra de Fossey-François, l'autorisation d'écrire à sa base de Bordeaux.

*Observation* : Il ne s'agissait pas de « l'équipage d'un U BOOT » (un car n'aurait suffi) mais de deux officiers et de leurs ordonnances, convoyés par un chauffeur et deux marins de la base de Bordeaux, ce que n'ignorait pas M. X. L'officier allemand (ils étaient deux) n'obtiendra pas l'autorisation d'écrire à sa base de Bordeaux mais écrira sur ordre. Voir bulletin N° 7-8-16-22-26

### Page 16

C'est Madame MARCEL-MARIANNE qui sur ordre de FOSSEY-FRANÇOIS postera à GUÉRET la lettre non censurée qui nous vaudra ensuite l'attaque des éléments de la Division "DAS REICH" venus délivrer leurs compatriotes. Faute assez lourde, semble-t-il? (se rapporter à l'extrait du journal "Magazine de France" donnant copie du journal de route du général allemand VON BRODOVSKI Cdt la Division "DAS REICH" et relatant la raison pour laquelle les troupes allemandes ont attaqué le Maquis Creusois.

(C'est Madame Marcel-Marianne qui, sur ordre de Fossey-François, le 30 juin postera à Guéret la lettre non censurée qui nous vaudra ensuite l'attaque de la division Das Reich venue délivrer ses compatriotes. Faute assez lourde, semble-t-il . (se rapporter à l'extrait du journal Magazine de France donnant copie du journal de route du général allemand Von Brodoxsky Cdt la division

Das Reich et relatant la raison pour laquelle les troupes allemandes ont attaqué le maquis creusois.

*Observation* : Madame Marcel-Marianne n'aurait certainement pas accepté de poster une lettre destinée à un service allemand sans être informée du but recherché. Par ailleurs, la division Das Reich n'était pas commandée par Von Brodowsky mais par Lammerding et elle avait quitté le Limousin dès le 12 juin. (Ce qui semble avoir aussi échappé au « prétendu historien. ») La lettre, écrite dur ordre, avait bien été contrôlée. (Voir bulletins.)

D'évidence, le prétendu rapport n'a pas pu être écrit par M. X. Ce dossier, qui contient beaucoup d'autres « anomalies », n'a pour objectif, que de mettre en cause François et dans une moindre mesure Cerclier en utilisant le mensonge et la calomnie. L'exploiter contre ces personnes alors que les faits sont désormais parfaitement établis, témoigne à la fois d'incompétence et de malveillance.

### ATTAQUE DU GPT JESSER.

11h45 16 Germain à Blanche. Une colonne allemande venant de Rou est partie hier et cette nuit par Bort et Uzel. Elle a continué sans s'arrêter en direction d'Egurande s.t. Nonnant actuellement région Egurande Bourg-Lastic. Composition de cette colonne

Camionnettes	110
auto mitrailleuses	8
camions de 37	10
mortiers	4
motocyc	30
véhicules lourds	15

Message N° 16 reçu à Murat le 10 juillet 1944 à 11 h 45. Germain (Munnet) =SR Felletin (liaison Corrèze et Puy de dôme.) Blanche = SR EM. François.

*Observation* : Cet équipement n'est d'évidence pas celui d'une division blindée SS. Pas de confusion possible avec la Das Reich, alors en Normandie.

Ce matin on signale de la Contine environ 180 Allemands patrouillaient NE la Contine. entre St-Jud-la-Bois et St-Adair de Chiroux. 7 camions ont été signalés dans ces dernières localités. Forte alerte occupé par 6 Allemands

11h35 24 Germain à Blanche Patrouille allemande à Couffy, Couzeix, St-Nera la Breuille, St-Adair de Chiroux de et une partie de la colonne fait route sur laquelle le gros des forces reste stationnaire entre Egurande et Bourg-Lastic

Fin message N° 23 du 11. Même origine et même destinataire.

*Observation* : Une division blindée SS ne patrouille pas avec des camions. Confirmation : ce n'est pas la Das Reich mais une « troupe d'opération » dépendant du MBF.

10h55 33 50 à 50 Allemands sont signalés dans la région de Nallat. Ils auraient demandé la distance de Nallat l'étrange seraient à bicyclette suivis d'une voiture blindée

Message N°33 du 12 à 11 h 55. Même origine et même destinataire.

*Observation* : Les SS de la division Das Reich ne circulaient pas à vélo. (A suivre)

## OPINIONS ET REALITES

Il est de nombreux sujets qui sont parfois évoqués, en toute bonne foi, avec une relative ou totale méconnaissance des réalités. Nous avons déjà présenté diverses mises au point sur des faits ou thèmes mal maîtrisés mais traités avec conviction, voire certitude. Pour mémoire :

- Les forces allemandes, leur nature et leurs missions (confusion entre SS et Wehrmacht, entre unités du MBF (occupation en France) et grandes unités dépendant de l'OBW, confusion entre Abwehr, SD et Gestapo, etc.

- L'organisation de la Résistance et son évolution au fil du temps : Mouvements de ZO et ZNO, regroupements (MUR et MLN), formations militaires (AS, SNM, CFL) voire FFI et FTP, Réseaux SOE et BCRA, Délégation générale et services spécialisés, etc.

- L'organisation du commandement, national, régional et départemental : regroupements théoriques et réels, unités rattachées et unités placées sous commandement, etc.

- Les parachutages et leurs origines, (les armes ne tombaient pas du ciel par hasard) la phase organisationnelle et la réception, classique ou avec l'assistance de moyens spécifiques.

Sans oublier de distinguer les décisions allemandes qui ne furent pas appliquées en zone sud et celles qui furent au fil du temps relayées par le gouvernement de Vichy, en l'état ou sous des formes particulières.

### LE SERVICE DU TRAVAIL OBLIGATOIRE EN ALLEMAGNE

C'est, avec le sort des prisonniers, un des sujets qui ont eu le plus fort impact sur la vie des Français. Il a beaucoup marqué les jeunes et continue parfois encore d'alimenter bien des conversations mais il demeure mal connu car le terme STO recouvre des situations bien différentes selon la date, les professions, les réactions. Très brièvement, (nous y reviendrons plus longuement) il faut distinguer :

- Les travailleurs volontaires. Certains furent recrutés dès septembre 1940 en zone occupée, car l'Allemagne avait, déjà d'importants besoins de main d'œuvre pour remplacer, au moins en partie, ses ouvriers mobilisés et compléter les apports fournis par les prisonniers des stalags. (1) Ces volontaires furent plus nombreux (2) qu'on ne le pense en général, en fonction du chômage qui sévissait en France au lendemain de la défaite, mais aussi de l'offre de salaires attractifs et d'une intense propagande.

- Les travailleurs requis. Sans entrer dans le détail, il faut savoir qu'en date du 21 mars 1942, face à des besoins de main d'œuvre de plus en plus pressants, Hitler nomma aux fonctions de « plénipotentiaire au recrutement et à l'emploi de la main d'œuvre » le gauleiter Sauckel, lequel s'empressa de réclamer à la France 250 000 travailleurs, étant rappelé qu'à cette date la zone sud n'était pas encore

occupée. Laval, revenu au pouvoir le 18 avril, en qualité de chef de gouvernement, essaya de tergiverser et inventa « La Relève » : retour d'un prisonnier de guerre pour l'envoi de trois « volontaires » mais le quota réclamé par Sauckel ne fut pas atteint. Face à de nouvelles demandes de plus en plus impératives, Laval promulgua la loi du 4 septembre 1942 (JO du 13) « relative au recensement et à l'utilisation de la main d'œuvre », ce qui n'empêcha pas la « Relève » de se poursuivre et, à partir d'octobre, les quotas n'étant toujours pas atteints, on en vint à désigner des « **Volontaires requis** » notamment des ouvriers spécialisés dont l'Allemagne avait le plus grand besoin. Sauckel se faisant de plus en plus pressant et l'occupation de la zone sud le 11 novembre 1942 accentuant la dépendance de la France, une loi du 16 février (JO du 17) institua le « Service du travail obligatoire pour tout Français résidant en France, de 20 à 23 ans. » Un décret publié au JO du 20 précise que sont concernés les jeunes nés en 1920, 1921, 1922 et prévoit des dérogations pour les étudiants sursitaires et les agriculteurs ; « certains requis pourront être affectés en France, dans l'agriculture ou sur des chantiers, les autres seront envoyés en Allemagne. »

On sait que le taux des départs varia avec le temps, les régions, le niveau d'organisation de la Résistance et ses capacités d'accueil, etc. En fait, les possibilités de se cacher et de survivre. Bien peu partirent dans l'allégresse malgré les efforts de la propagande. En Creuse, les premiers convoqués, pris de court, obéirent dans leur grande majorité mais le taux des départs diminua très vite, au fur et à mesure que s'organisa le camouflage, c'est à dire l'accueil en milieu rural et, pour un petit nombre, dans les premiers maquis. D'abord qualifiés de « défaillants » ils devinrent « réfractaires » et furent recherchés comme tels.

Il est aussi une autre catégorie de « partants » bien involontaires : ceux qui furent raflés, collectivement dans les chantiers de jeunesse ou isolément au cours d'un contrôle voire par simple hasard. En l'état de nos connaissances, leur nombre n'apparaît pas dans les statistiques courantes.

Le nombre des réfractaires ne cessant de croître, des sanctions furent décidées, le 11 juin 1943, à l'encontre des familles (notion de responsabilité familiale) et de « quiconque aura aidé un réfractaire. » Ultérieurement, devant l'absence de résultats, Laval substitua à la coercition une sorte d'amnistie en accordant aux réfractaires acceptant de quitter la clandestinité pour rentrer dans la légalité, une affectation en France, dans les entreprises travaillant pour l'Allemagne.

Dans une dernière phase, le ministre de l'industrie Bichelonne proposa aux Allemands, en septembre 1943, de faire travailler les jeunes Français visés par le STO dans les usines françaises, les « S Betriebe », dont les productions étaient destinées à l'Allemagne. On estime à 750 000 les travailleurs français requis sur les chantiers de l'organisation Todt (qui construisirent le « mur de l'Atlantique ») et dans les « S Betriebe. »



Cette affiche, d'inspiration allemande, est une des plus connues et des plus significatives parmi toutes celles qui furent éditées en faveur du travail français en Allemagne. Elle est de 1943 et succède à toute une série consacrée à la Relève. On notera qu'elle ne fait pas référence à l'obligation d'aller travailler en Allemagne mais qu'elle est un appel à solidarité européenne pour « sauver l'Europe du Bolchevisme. » Une autre affiche moins explicite reprend le même thème : « Chaque heure de travail en Allemagne, c'est une pierre apportée au rempart qui protège la France. » D'autres exaltent les vertus françaises en présentant l'ouvrier travaillant en Allemagne comme « L'Ambassadeur de la qualité française » ou le serviteur de son pays : « « Loin des tiens ... mais pour eux, pour la France. » Cette propagande est payée conjointement par le Ministère de l'Information français et la « Section de la Propaganda [allemande] en France.. » Voir Rossignol.)

Le STO est un sujet à la fois complexe et important, qui accentua le rejet du régime de Vichy. Les requis qui partaient en Allemagne étaient alors considérés comme « déportés » car on ne connaissait pas encore le sort des différents persécutés : Juifs et Tziganes d'une part, résistants d'autre part, dirigés, les premiers vers les camps d'extermination, les seconds vers les camps de concentration. Le STO fut un phénomène déclencheur pour la formation des maquis dont il devint le pourvoyeur. A ces titres, il mérite de longs développements, étant précisé que le nombre total des travailleurs français en Allemagne, volontaires et requis, atteignit 650 000 (3) auxquels il faut ajouter les prisonniers dont le nombre était encore d'environ un million au moment de la libération, et les déportés et ceux qui furent affectés en France.

(1) *Les prisonniers de guerre*. Yves Durand. Hachette 1987. Réédité 1994.

(2) 150 000 entre août 1940 et juin 1942 selon Dominique Rossignol *Histoire de la propagande en France de 1940 à 1944*. PUF 1999. 250 000 dont un quart de femmes entre 1940 et 1944 selon Jean-Pierre Azéma. *Jean Moulin*. Perrin. 2003.

(3) Un colloque a été consacré en 2001 à *La main d'œuvre française exploitée par le III<sup>e</sup> Reich*. Les actes ont été publiés en 2003 par le Centre de Recherche quantitative de Caen.

## LES HOMMES DE L'OMBRE

### Ceux qui faisaient leur devoir en faisant leur métier

Les hommages rendus en avril à des personnes dont le rôle était quasi-inconnu de la plupart des résistants ont mis en relief des engagements sans lesquels la Résistance n'aurait pas été ce qu'elle fut. Peut-être n'est-il pas sans intérêt de rappeler qu'à côté de ceux qui portèrent les armes, il y eut aussi ceux qui, dans l'ombre, faisaient leur devoir tout en faisant leur métier, ceux qui ne pouvaient assumer leurs missions qu'en faisant leur métier. Quand on parle des « hommes de l'ombre » on pense en général aux mystérieux agents des services secrets, popularisés dans l'imaginaire collectif par la littérature spécialisée et le cinéma : ceux qui ont existé comme Léopold Trepper (L'orchestre rouge), mais aussi ceux nés de la fiction tels James Bond ou OSS 117, mis en vedette par les séries télévisées.

Les faits évoqués par les ouvrages du colonel Rémy et de Marie-Madeleine Fourcade, entre autres, ont le mérite d'associer l'humain, avec sa grandeur et ses faiblesses, à la relation de faits authentiques, de montrer que le réel peut parfois dépasser la fiction. Mais à côté de l'exceptionnel, il y eut le quotidien, la vie courante d'hommes et des femmes qui, dans le silence, la discrétion et l'humilité, très souvent la solitude, firent courageusement leur devoir en faisant leur métier. L'arbitrage, pour certains, entre le devoir de conscience et le devoir d'obéissance, évoqué dans le cas d'André Vy ou, entre l'éthique de conviction et l'autoritarisme dont fait mention Marc-Olivier Baruch, (1) dépasse le simple comportement pour plonger dans les ressorts les plus intimes de l'individu : la peur classique, la crainte des conséquences directes pour soi, tels l'arrestation, la prison, la torture, la déportation et la mort mais aussi la peur des conséquences pour les proches, pour la famille. Ces peurs, tous les résistants les ont plus ou moins connues mais ceux qui étaient dans les maquis bénéficiaient de la solidarité collective, du recours aux armes, de l'ambiance des combats. Ils n'étaient pas seuls avec eux-mêmes.

Quelques exemples viennent à l'esprit : celui de l'ingénieur du génie maritime Stoskopf (2) du réseau Alliance qui avait accepté de travailler à l'arsenal de Lorient, activité qui lui permettait de connaître et de communiquer aux alliés les sorties des sous-marins allemands ; celui de l'ingénieur des télécommunications Keller qui avait installé des dérivations sur le câble Paris-Berlin permettant d'écouter les conversations allemandes les plus secrètes ; l'un et l'autre payèrent de leur vie leur courage. Il y eut aussi les cheminots qui informaient les alliés sur les mouvements des trains, ceux qui, en fonction de leurs compétences professionnelles, participèrent à la mise au point des « Plans », ceux qui sabotaient les communications de l'ennemi et ceux qui organisaient celles de la Résistance, etc. Ni les uns, ni les autres n'ont combattu les armes à la main et pourtant ils ont souvent joué un rôle important dans la lutte contre l'occupant. Quelques-uns sont connus mais la plupart sont demeurés dans l'anonymat.



Nous avons dû constater que bien peu de résistants creusois connaissaient le rôle du commissaire aux RG Castaing et du Commissaire de Police Claus, que tout le monde ou presque ignorait le travail des agents du CDM (Camouflage de matériel militaire.) De celui des gendarmes on ne sait en général que bien peu de choses. Certains ont seulement retenu qu'ils ont, notamment en 1940-1941, appliqué sans état d'âme apparent la législation anticommuniste mise en place en 1939 par le gouvernement Daladier et maintenue par celui de Vichy, puis fait le constat qu'un certain nombre d'entre eux ont rejoint les maquis au moment du débarquement. C'est une vision très réductrice. Les archives montrent que, d'une manière générale, l'état d'esprit des gendarmes évolua parallèlement à celui des populations, avec des attentistes et des plus engagés, mais aussi au gré de l'attitude des chefs de brigade et des officiers chefs de groupement, parfois des contacts extérieurs (CDM, réseaux, etc.)

Le gendarme était particulièrement vulnérable car il vivait avec sa famille en caserne et toute sanction pouvait avoir des conséquences dramatiques car, privé de son emploi, il était tout à la fois privé de logement et de ressources. En témoigne cette proposition de sanction : « Gendarme X., 25 années de service, sérieux, discipliné et dévoué, il avait toujours donné satisfaction. Mais, suite à des attentats, commis dans la région de La Souterraine... il s'est fait porter malade à la suite d'une embuscade à laquelle il avait dû participer. C'est un élément sur lequel on ne peut plus compter. ... Il constitue un poids mort et un mauvais exemple dans la brigade. » L'éviction de l'arme, sanction heureusement rapportée, fut, après la libération, appliquée à celui qui en avait décidé. Il faut être très prudent dans l'approche du sujet, disposer de toutes les sources et en bien maîtriser l'interprétation car, en ces temps difficiles, le gendarme était capable de trésors d'imagination quand il ne voulait pas voir, pas entendre, pas savoir et parfois pas faire ce qu'on lui demandait de faire.

Chaque fonctionnaire, chaque service ou administration avait des possibilités, plus ou moins évidentes, de transgresser ou non les directives de Vichy, de servir ou non la Résistance. Tout était affaire d'état d'esprit et de courage mais aussi de capacité d'engagement, souvent d'exemple, ce qui supposait l'émergence d'un leader. Le phénomène est connu et a été étudié au plan national. Beaucoup moins à l'échelon régional ou départemental. Il existe des ouvrages sur les activités des réseaux, (3) sur celles des militaires, spécialement de l'ORA, (4) sur celles de la police (5) et de la gendarmerie, (6) sur celles des cheminots, sur celles des agents des PTT. Certains sont parfois quelque peu hagiographiques mais ils n'en comportent pas moins des informations intéressantes sur les techniques utilisées et les résultats obtenus.

(1) *Servir l'État Français*. Fayard. 1997.

(2) *L'Arche de Noé*. Marie-Madeleine Fourcade. Plon. 1982.

(3) Voir aussi (entre autres):

- *Mémoires d'un agent secret de la France Libre*. Rémy. F. Empire . 1983.

- *Mes camarades sont morts*. Pierre Nord. Fayard 1947

- *Mémoires du chef des services secrets de la France libre*. Passy. O. Jacob.

(4) *L'ORA*. Col. De Dainville. Lavauzelle. 1974

(5) *Les policiers français sous l'occupation*. J.M. Berlière. Perin.2001

(6) *La Gendarmerie*. Cazals. La Musse 2001

## Les radios

Leur rôle, bien que souvent évoqué, reste mal connu. En bref ils assuraient, dans les deux sens (émission-réception) le transfert des informations sous forme codée, entre la France occupée et la résistance d'une part, les services de la France libre et les Alliés d'autre part.

- Activités. Elles se sont beaucoup accrues avec le temps, l'organisation progressive des services, l'évolution des techniques et des moyens. De janvier à juillet 1943, le trafic varie, pour le seul BCRA, de 114 à 329 télégrammes par mois avec une moyenne de 226, tandis que du mois d'août 1943 au mois de juillet 1944, il ne cesse de progresser pour culminer à 3 472. (1)

Pertes : Pour les opérateurs engagés en 1941 : 72 %, en 1942 : 80 %, au cours du premier semestre de 1943 : 83 %, entre le 1<sup>er</sup> juillet 1943 et le 1<sup>er</sup> juillet 1944 : 15 %. Cette baisse brutale du taux des pertes est due à la mise au point de nouvelles méthodes d'émission et au fait que l'accroissement des moyens de détection des Allemands évolua bien moins vite que l'accroissement des effectifs et du trafic. (1)

(1) Jean Fleury. A l'occasion du colloque de 1994 évoqué ci-après.

## Le prix du courage

Il est facile d'évoquer le sacrifice des autres, beaucoup moins de l'affronter. En fait, il faut distinguer, pour les hommes de l'ombre, la crainte de sa propre souffrance (la torture) et celle, prioritaire, de parler, ce qui pouvait engager la vie des camarades et parfois le sort du réseau ou du service. D'où la nécessité de tenir au moins 24 et si possible 48 heures, le temps pour les copains de « prendre des dispositions. » Beaucoup étaient informés d'une durée d'activité très courte : « Si tu tiens trois mois c'est bien. Au-delà c'est du rab. » Il y avait ceux qui disposaient d'une pilule de cyanure. Pour les autres il était parfois d'usage, de prendre l'engagement de ne pas se laisser prendre vivant, ce qui justifiait le soin porté à la dernière balle du chargeur, avec parfois un trait de scie en croix (l'effet dum-dum), et, pour ceux qui ne devaient pas porter d'armes, diverses « astuces » pour attirer la balle « salvatrice. » C'était aussi cela la Résistance et il serait sain de ne pas l'oublier, ne serait-ce que pour la mémoire de ceux qui ont fait le sacrifice de leur vie.

## LES PTT : « L'OEIL ET L'OREILLE DE LA RESISTANCE »

L'expression est le titre d'un important ouvrage qui contient les actes d'un colloque tenu à Paris en 1984, sur l'initiative du Comité d'histoire de la poste et des télécommunications, avec le concours de l'IHTP. (1)

Les PTT comme la SNCF étaient des fournisseurs de services incontournables pour l'occupant : télécommunications : télégraphe et téléphone pour les premiers, transports pour les seconds. Vichy les utilisait de même, et la poste assurait aussi l'acheminement de ses courriers. L'un et l'autre, avaient un certain « esprit de corps. » Les postiers étaient recrutés par concours externes de



différents niveaux et la promotion se faisait ensuite par concours internes. On citait souvent en exemple le cas du petit télégraphiste qui de concours en concours avait atteint les plus hauts niveaux de la hiérarchie. Les PTT avaient le monopole des transmissions du courrier et des communications télégraphiques et téléphoniques, ce qui impliquait une présence dans la quasi-totalité des communes. Leurs effectifs étaient de l'ordre de 200 000. La syndicalisation était à la veille de la guerre importante, avec des leaders connus tels Mathé, auteur en 1936 de la célèbre formule : « Plutôt la servitude que la guerre » ou Belin qui allait devenir ministre de Pétain.

### Le contrôle postal et téléphonique

Sur les activités professionnelles des PTT, Vichy avait greffé un service spécialisé de basse police : le contrôle postal et téléphonique, baptisé « Contrôle technique. » Il relayait, avec des objectifs plus étendus, la censure militaire de temps de guerre, mise en place en 1939; mais il était aussi tout à la fois une sorte d'institut de sondage permettant de connaître en permanence l'état de l'opinion publique et un service de renseignements de type policier, les personnes étant surveillées en fonction de leurs activités et/ou de leurs opinions. Ses interventions furent très nombreuses. Pierre Laborie cite une estimation de Denis Peschanski : 320 à 370 000 lettres lues et exploitées par semaine et une autre estimation de Marrus et Paxton faisant état, pour le mois de décembre 1943, de 2 500 000 lettres, 1 800 000 télégrammes et 31 000 communications téléphoniques interceptés. (3) Pour le seul département de la Lozère qui ne comptait alors qu'environ 100 000 habitants, Jacques Pujol (3) donne un chiffre de 20 497 lettres ouvertes en décembre 1943.

Le contrôle postal fonctionnait dans les centres de tri et de distribution des « Recettes principales » départementales, (au chef-lieu du département) lesquelles hébergeaient aussi les centraux téléphoniques et télégraphiques. A Paris les centraux étaient souvent indépendants.

(1) *L'œil et l'oreille de la Résistance*. Collectif. Ed..Erès. 1986.

(2) Tous ces chiffres ont été rapportés par J. Pujol lors du colloque de 1984.

### **EN CREUSE**

Le rôle de la Résistance PTT est brièvement évoqué au colloque de 1984 dans l'exposé d'André Lafarge. Dans *La Résistance PTT* paru l'année précédente, Raymond Ruffin (1) lui accorde deux pages et cite une trentaine de noms. Parmi ses sources il fait mention d'un seul informateur creusois, inconnu des acteurs survivants. En attribuant des titres de résistants à tous les responsables de la direction départementale, il est manifestement très généreux. Beaucoup de noms cités sont connus comme résistants mais pas tous et il en manque de très authentiques. Le récit des faits est lui-même quelque peu fantaisiste et se présente plus comme un recueil de témoignages que comme une recherche historique. La réalité est sensiblement différente. André Lafarge a publié en 1985 *Résistance PTT en Limousin*. (2) Le travail est plus fouillé, plus

technique aussi, surtout axé sur les télécommunications. L'ouvrage a été réalisé avec le concours d'anciens acteurs; il s'appuie sur des schémas techniques et fait référence à des articles de presse mais, pour la Creuse, il est incomplet.

Il faut d'abord savoir qu'au moment de l'occupation de la zone sud (11 novembre 1942) la Résistance creusoise est encore très embryonnaire : quelques adhérents aux mouvements Libération et Combat et un parti communiste renaissant qui a dû se réorganiser après les arrestations dont il a été victime en 1941. Aux PTT comme dans les autres administrations on vit au gré des contraintes du ravitaillement et des apports complémentaires qu'il faut aller chercher, durant le week-end, dans les fermes. Il est des employés, techniciens et cadres, d'esprit résistant mais il existe bien peu d'actes. Début 1943, en application de la loi du 16 février, la direction délivre sans état d'âme et sans tentative de freinage, des bons de transport pour ses agents concernés par le Service du travail obligatoire en Allemagne. Quelques jeunes partent, la plupart se cachent, un tout petit noyau s'engage dans la Résistance.

A la Poste, plus spécialement au « tri » qui occupe une part importante des effectifs, les possibilités d'action sont limitées, hors initiatives individuelles d'interception de courrier jugé suspect. Le « contrôle technique » remplit son office, sans apparemment faire d'excès de zèle. Ses activités concernent le courrier « arrivée » et à ce titre ses agents sont surtout en rapport avec les facteurs, lesquels n'apprécient et ne facilitent guère leur travail. On ne connaît pas avec précision la date (mi-43 ?) à laquelle Castaing, commissaire aux RG, « noyautait » le service (le responsable et un adjoint) mais on sait avec certitude que c'est dans les tout derniers jours de 1943 ou les tout premiers de 1944 que fut établie une coopération constante, confiante et très efficace entre les postiers (spécialement les facteurs les plus concernés) et les deux agents du contrôle technique acquis à la Résistance. Filtrage et interceptions devinrent quasi incontournables et le 7 juin il existait un plein sac de lettres qui n'avaient pas atteint leur destinataire. Ces courriers quittèrent Guéret lors de l'évacuation de la ville ; ils furent en partie triés et exploités, révélèrent plus d'imprudences épistolaires pouvant être dangereuses que de véritables dénonciations.

Il est facile d'imaginer ce qu'il serait advenu des contrôleurs « noyautés », des postiers et des facteurs complices si leurs activités clandestines avaient été découvertes. On peut aussi s'interroger sur ce que pouvait être leur vie courante, spécialement chaque fois qu'ils se rendaient au travail. Ils étaient des hommes de l'ombre qui faisaient leur devoir en faisant leur métier. Pour sa part, le chercheur d'aujourd'hui s'interroge sur l'interprétation des rapports et synthèses de la commission de contrôle technique, avant et après noyautage.

Au Télégraphe, les opérateurs (sur appareils Baudot, en liaison surtout avec Limoges) avaient directement connaissance du contenu des télégrammes privés (bandes collées sur document bleu à l'arrivée) et officiels (de couleur jaune), sauf évidemment lorsqu'ils étaient codés.

Ils pouvaient donc, sous réserve d'un contact préétabli informer, si utile, la Résistance. Les liaisons avec les bureaux de poste du département se faisaient, pour quelques chefs-lieux de canton par télégraphe, en Morse, pour les autres par téléphone. Il n'y avait pas alors à Guéret de téléscripteurs. L'organisation était telle que toute « fuite » décelée permettait l'identification de son ou ses auteurs.

Au Téléphone. Il existait des « centraux » baptisés « centre de groupement » dans les principales localités : Aubusson, Bourgneuf, Boussac, Felletin, La Souterraine, etc. Ils étaient placés sous la responsabilité de techniciens, hiérarchiquement « Contrôleurs des installations électromécaniques. » (CIEM)

Les opératrices, « les demoiselles du téléphone », dont les abonnés ne connaissaient en général que la voix, établissaient les communications en enfonçant des fiches dans un « tableau » ; elles étaient dotées d'un casque avec écouteur et micro. Les circuits suivaient alors les voies ferrées (celui reliant Limoges à Guéret passait par Vieilleville.) Les lignes de raccordement d'abonnés suivaient comme aujourd'hui les routes. Il n'y avait pas en Creuse de « liaisons souterraines à grande distance » (LSGD) hors celle reliant Paris à Limoges et Toulouse, dont le câble passait au nord-ouest du département, avec un poste de relais et d'amplification à La Souterraine. Sa coupure relevait, au moment du débarquement, du « Plan Violet. »

En matière de téléphone (et de télégraphe) la Creuse dépendait de la Direction régionale des télécommunications de Limoges placée sous l'autorité de l'ingénieur général Jacques Dumas-Primbault assisté, entre autres, de l'ingénieur en chef Arnold Hanff, (beau-frère de l'historien Marc Bloch) muté de Paris à Limoges fin 40, pour le soustraire aux lois raciales. (Il était Juif.) En d'autres termes, la haute direction des télécommunications fut plus courageuse que d'autres administrations centrales qui ne firent rien pour protéger « leurs » Juifs. Il faut aussi souligner le rôle et le courage des militaires des transmissions (souvent agents des PTT mobilisés) qui réussirent en 1940 à éviter la livraison aux allemands, comme le prévoyaient les conditions d'armistice, d'importantes quantités de matériel qui furent pour partie entreposées à Limoges, dans une usine désaffectée. Ces stocks furent ensuite dispersés clandestinement, lors de l'occupation de la zone sud, le 11 novembre 1942.

Il y eut, au niveau national, plusieurs organisations de Résistance au sein de l'administration des PTT : « État-major PTT » naquit d'un réseau (Rémy) et se comporta comme tel, « Action PTT » devint « Résistance PTT » et travailla surtout en zone nord, « NAP PTT » fut une branche du NAP issu des Mouvements de Résistance de zone sud, « Libération PTT » était lié au Front National et au parti communiste. Il semble que, pour l'essentiel, l'esprit de corps l'emporta sur les divisions politiques

En Creuse, aussi curieux que cela puisse paraître, ces organisations ne jouèrent qu'un rôle très secondaire.

Hors un « contact » établi, semble-t-il, en octobre 1943 entre Hanff responsable régional du NAP PTT avec un inspecteur et le chef du central téléphonique de Guéret, la contribution des PTT à la Résistance creusoise reposa sur des bases propres. Concernant le dit contact, il convient d'ailleurs de s'interroger sur son origine. Castaing avait déjà entrepris le noyautage du contrôle postal et téléphonique et, sans doute, pris des contacts avec des responsables PTT. Enfin, il est établi que François connaissait Hanff, et divers dirigeants de la Résistance PTT de zone nord, (son second frère, résistant lui aussi, travaillait à Paris, au service des lignes téléphoniques.) Peut-être y eut-il, en Creuse, conjonction de liens familiaux, voire d'autres types de relations.

En tout état de cause, dès l'automne 1943, date à laquelle François devint d'abord responsable NAP pour la Creuse, puis à la mi-décembre, chef des maquis des MUR, les activités des Résistants des PTT étaient étroitement coordonnées, au profit de renseignements partagés entre les réseaux, notamment Ajax, et les services de François, dans la perspective de mise sur pieds d'un système d'alerte puis d'un service de transmissions clandestin. Au central de Guéret, en complément du travail des agents noyautés de la commission de contrôle technique, quatre opératrices et une surveillante (épouse d'un inspecteur des RG) étaient au service de la Résistance.



*Roger Peynot*

Parallèlement, s'était déjà mise en place, sur l'initiative de Roger Peynot, CEIM au central de Bourgneuf, une organisation à l'origine indépendante, qui recueillait des renseignements sur le secteur, assurait un service d'alerte pour la 1<sup>ère</sup> Cie Franche de Louis Herry et accessoirement utilisait la voiture du service pour des missions de ravitaillement. Roger Peynot avait été un des attributaires de matériel caché en novembre 1942, notamment de fil de campagne, (fil isolé) mais il a toujours affirmé, à juste

titre, n'avoir jamais eu de contact direct avec les organisations nationales de Résistance PTT, ni par Guéret, ni par Limoges. Il avait par contre l'expérience du sabotage des communications allemandes, acquise en zone occupée dès 1940. Son système d'alerte s'appuyait sur les petits bureaux des localités situées sur les voies d'accès à Bourgneuf et bénéficiait du concours de quelques opératrices, spécialement deux, qui furent des assistantes fidèles et dévouées, et de l'aide de son adjoint Pierre Chaunier.

Pour sa part, Alliance avait recruté à La Souterraine une téléphoniste qui lui apportait des renseignements mais elle ne pouvait à elle seule couvrir toutes les vacances, comme à Guéret et Bourgneuf. Le CIEM responsable du central apporta ultérieurement son concours à la Résistance.

Le 7 juin, l'isolement de la garnison allemande de Guéret par coupure des lignes, fut préparé la veille au soir avec le concours des responsables des centraux. Les coupures furent effectuées à 3 h 30 et l'occupation des locaux, après « neutralisation » des allemands de garde, était terminée à 4 heures. Elle évita les drames que connurent d'autres villes, non isolées, dont les garnisons attaquées par les maquis purent appeler des secours. Ultérieurement, l'utilisation du réseau téléphonique tant pour la généralisation d'un système d'alerte que pour les liaisons avec les unités fut une des préoccupations constantes de l'EM de François relié, par ligne « spéciale » au central de Bourgneuf qui fut la plaque tournante du système. D'autres centraux furent de même mis à contribution notamment ceux d'Aubusson, La Souterraine et Felletin, ce dernier assurant la liaison avec la Corrèze et le Puy de Dôme. Des lignes « spéciales » furent tirées et des interconnexions tout aussi « spéciales » réalisées, le plus souvent par Roger Peynot.

Les tronçons construits à la demande de la direction régionale pour le compte des allemands permirent de doubler, par une ligne annexe, la liaison par câble entre Limoges et Clermont-Ferrand. C'est sur cette ligne que fut réalisée, sans leur accord évidemment, une dérivation à partir du central de Bourgneuf, pour l'écoute de leurs communications. De ces écoutes, par deux résistants maîtrisant parfaitement la langue (un alsacien et un réfugié juif d'origine allemande) il subsiste des traces écrites, notées au PC de Murat.

L'animation, la coordination, (réseaux, PTT et EM), la centralisation et l'exploitation des acquis, furent assurées par un autre agent des PTT (plus Poste que Télécommunication) proche de François, qui lui aussi avait, en zone occupée, dès la fin de 1940, réfléchi à l'utilisation des moyens et compétences professionnels au service de la Résistance, élaboré le schéma général qui fut concrétisé ultérieurement en Creuse. Il n'en demeure pas moins que sans la technicité, le courage et la détermination de Roger Peynot le service n'aurait pas connu la même efficacité.

L'utilisation des lignes téléphoniques par la Résistance ne fut pas propre à la Creuse. En Haute Vienne, Guingouin

avait son propre réseau pour son secteur, de même que Sénamaud pour le sien (Bellac.) En Corrèze les centraux de Tulle, Égletons, Ussel furent au service de la Résistance. Brive fournit deux opérateurs radio à Alliance. A Tulle, le 7 juin, les FTP avaient prévu la coupure des lignes avant l'attaque de la ville mais l'isolement ne fut que partiel et des liaisons subsistèrent, tant pour la garnison allemande que pour les services officiels, notamment la préfecture ; les conséquences furent tragiques.

C'est aussi une absence ou une mauvaise transmission d'informations qui explique, le 8 juin, la tragédie de La Souterraine. Le câble souterrain avait été normalement coupé, dans le cadre de l'exécution du « Plan Violet » au nord de la station d'amplification de Lafut, c'est à dire entre La Souterraine et Châteauroux, mais pas entre La Souterraine et Limoges (ce qui n'était pas prévu.) L'attaque aurait donc dû être précédée d'une seconde coupure. Deux au moins des techniciens français appartenaient à la Résistance et étaient en rapport avec la Résistance locale. Côté allemand : trois techniciens (pas très compétents) et en protection, neuf soldats qui se relayaient par petits groupes. Mal, (ou pas) informés de la situation et de l'état des lieux, les jeunes FTP n'imaginèrent pas qu'il suffisait à l'adversaire d'un simple appel téléphonique à Limoges pour obtenir du secours.

André Lafarge fait état de l'exécution de l'ingénieur Hanff mais aussi de Borély, arrêté et fusillé à Tulle, de Pélias arrêté par la Gestapo à Limoges et déporté ainsi que de deux postiers arrêtés et morts en déportation. Il est bien évident que si les hommes de Jesser avaient découvert l'existence d'une dérivation pour l'écoute de leurs conversations entre Limoges et Clermont ils n'auraient pas apprécié et à défaut de pouvoir arrêter Roger Peynot, ils se seraient sans doute livrés à des représailles. En l'état des connaissances, ils ne découvrirent que des traces de lignes « spéciales » sans toujours les identifier. Leurs techniciens manquaient manifestement de compétences concernant le matériel français.

Durant toute l'occupation, les Allemands utilisèrent régulièrement notre réseau téléphonique dont ils étaient tributaires pour leurs communications. Les EM de liaison, tels Guéret purent disposer en 1944 de liaisons radio mais celles-ci, comme celles des unités, étaient de portée limitée surtout en zones montagneuses. Les coupures programmées des câbles (plan violet) et celles des circuits furent pour eux une gêne considérable régulièrement évoquée dans les rapports, spécialement le KTB de l'EMP 588 qui couvrait l'Auvergne et le Limousin. La maîtrise du réseau par la Résistance avait tout à la fois l'avantage de priver l'adversaire de communications et servir celles des forces qui le combattaient.

(1) *Résistance PPT*. Presses de la Cité. 1983.

(2) Édité par Œuvres sociales PTT. 1985.

***Droits de reproduction réservés, sauf autorisation.***

Association régie par la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901.  
Pdt : R. CASTILLE La Combe 23300 VAREILLES Tél. : 05 55 63 01 01  
Secrétaire : S. CERCLIER 1 rue d'Armagnac 23000 Guéret 05 55 52 73 19

Après la libération, les agents des PTT les plus actifs et les plus engagés ne furent pas toujours récompensés. Roger Peynot reçut une croix de guerre mais fut oublié pour la Médaille de la Résistance. Plus tard, une demande d'attribution de la Légion d'Honneur (bien méritée) ne fut pas « appuyée » et demeura sans suite. Ses deux principales collaboratrices furent justement distinguées. A Guéret l'inspecteur des télécoms eut une belle promotion professionnelle et la médaille de la Résistance, les chefs des centraux eurent aussi droit à la médaille de la Résistance, de même qu'une opératrice. Les autres : rien. Le facteur chef reçut la médaille de la Résistance mais pas son adjoint et ami qui avait pris les mêmes risques. Hors cas cité, il n'y eut pas, à notre connaissance, d'avantages professionnels. A son retour, le proche de François se vit même sanctionner par le responsable du personnel qui avait en 43 généreusement distribué les billets pour le STO en Allemagne, parce que coupable de s'être attribué, après sa démobilisation en juillet 1945, une semaine de vacances alors que l'administration ne prévoyait que trois jours. Il eut aussi la surprise de constater que le « syndicat » reconstitué, qui s'était cru obligé d'offrir pour son retour un « vin d'honneur » était dirigé par l'ancien délégué de la Légion. La Résistance était déjà bien loin. « Messieurs, vous dont j'ai vu naître et grandir les responsabilités et les honneurs... Souvenez-vous... » disait un peu plus tard François.